



LE DEVOIR

Vol. XCII N° 250

LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2001

1,95 \$ + TAXES = 2,25 \$

Explosion du chômage aux États-Unis

■ Perte nette
de 415 000 emplois
en octobre

■ La réduction
la plus lourde
depuis mai 1980

JEAN-LOUIS SANTINI

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La forte aggravation du chômage en octobre aux États-Unis, qui se situe à 5,4 %, au plus haut depuis 1996, confirme que l'économie est en récession et rend incertain le moment de la reprise en freinant durablement la consommation, le principal moteur de la croissance.

«L'économie américaine est en récession et il n'y aura pas de nette reprise avant le printemps»

L'économie canadienne a mieux tenu le coup, les chiffres d'octobre sur le chômage faisant ressortir un niveau d'emplois inchangé. Dans la foulée, le taux de chômage a légèrement augmenté, de 0,1 point de pourcentage, pour passer à 7,3 %.

Au sud de la frontière, les statistiques publiées hier par le département américain du Travail font également ressortir une perte nette de 415 000 emplois le mois dernier, la réduction la plus lourde depuis mai 1980 et qui explique le bond de 0,5 point du chômage par rapport à septembre.

«L'ampleur de la détérioration du marché de l'emploi en octobre, qui touche tous les secteurs, rend inévitable une contraction de l'activité au quatrième trimestre», a estimé Ken Goldstein, un économiste du

VOIR PAGE A 14: CHÔMAGE

Lire aussi en page B 1

■ Le Canada tient le coup

SANTÉ

La chimio chez soi

Ces dernières années, la chimiothérapie a domicilié à métamorphosé la vie de plusieurs personnes atteintes de cancer. Souvent associée à une descente aux enfers ou à une médicalisation à outrance, la chimiothérapie n'a pourtant plus le même visage pour bien des cancéreux. Plutôt que d'être hospitalisés à intervalles réguliers, des patients luttent contre leur cancer à la maison, et un réseau d'infirmières les entoure pour veiller au déroulement sécuritaire des traitements. Au moment où la population gagne en âge, où le cancer arrive toujours en tête de liste des causes de mortalité, la façon de gérer la maladie devient un enjeu crucial, tant sur le plan économique que pour la qualité de vie des malades.

■ À lire en page B 14

INDEX

Announcements..... A 11	Idees..... B 11
Avis publics..... A 10	Monde..... A 8
Bourse..... B 8	Mots croisés A 11
Carrières..... B 10	Météo..... A 10
Culture..... A 12	Perspectives..... B 1
Économie..... B 5	Santé..... B 14
Éditorial..... B 13	Sports..... A 13



«En faisant un classement qui comprend des écoles de milieux socioéconomiques différents, on compare des pommes avec des bananes», dit François Legault.

Un palmarès sans nuances

Même la directrice de l'école qui trône au premier rang voit le classement des 463 écoles secondaires du Québec d'un œil critique

VALÉRIE DUFOUR

LE DEVOIR

Comme plusieurs responsables du milieu de l'enseignement, Ginette Casavant voit le classement des 463 écoles secondaires du Québec d'un œil critique. «Il y a forcément un danger dans l'interprétation que les gens font d'un palmarès car il manque de nuances.» Pourtant, elle aurait des raisons de l'appuyer puisqu'elle est la directrice de l'école qui trône au premier rang du palmarès 2001, l'école d'éducation internationale de Saint-Hubert.

C'est encore sous le signe de la controverse que le deuxième palmarès de l'Institut économique de Montréal et de l'Institut Fraser a été publié hier. Tant

ceux qui ont réalisé l'étude que ceux qui sont visés par l'étude n'avaient de mots que pour se justifier.

Comme prévu, les écoles privées de la province occupent le haut du pavé. En effet, seules 14 écoles publiques figurent parmi les 100 premières du palmarès. Injustice? Les responsables de l'enquête répondent que non. «Quand on veut avoir une photo, il faut donner une synthèse», a expliqué sur un ton exaspéré Michel Kelley-Gagnon, directeur de l'Institut économique de Montréal, en conférence de presse.

«Le classement est un résumé de tout le bulletin», a souligné le coauteur de la recherche, Richard Marceau. Se défendant de dresser un portrait sans nuances, il invite le public à lire l'étude dans sa totalité plutôt que de seulement consulter la liste des

écoles. «Nous croyons que c'est un document utile, mais ceux qui croient le contraire ont droit à leur opinion», a insisté Peter Cowley, directeur des études sur l'efficacité des écoles de l'Institut Fraser.

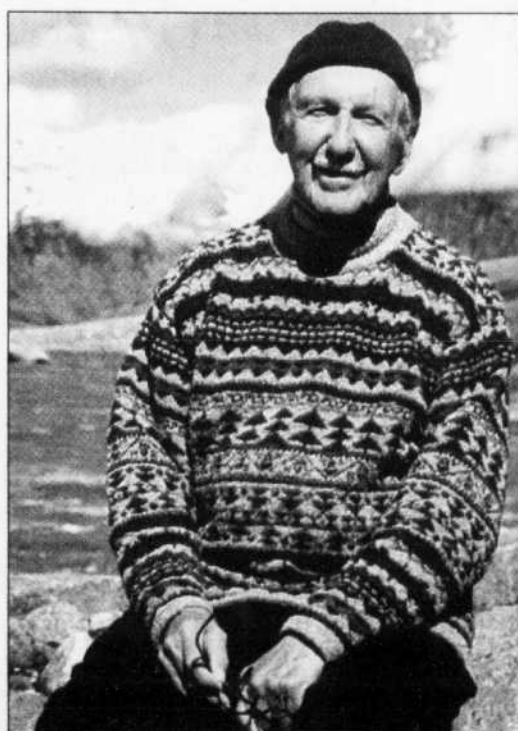
Richard Marceau a expliqué en détail la méthodologie utilisée pour établir le bulletin des écoles secondaires. Cette année, les chercheurs ont ajouté des variables pour atténuer les différences entre les écoles

VOIR PAGE A 14: PALMARÈS

Lire aussi en page A 7

■ Les enseignants
sont sur un pied de guerre

L'amour-destruction entre une planète et ses humains



MARC GADOURY

«Les véritables problèmes d'environnement, ce sont la pauvreté, l'ignorance, la pollution: ce sont des problèmes sociaux. Efficacité et compétition sont des concepts dont il faut se débarrasser» au profit d'une vision généreuse, ce que Pierre Dansereau avait appelé à l'époque «l'austérité joyeuse».

Dans *Quelques raisons d'espérer*, un film du cinéaste Fernand Dansereau sur son cousin, le chercheur de renom international Pierre Dansereau montre que l'écologie peut être porteuse d'espoir et ouvrir le chemin à une intense réflexion philosophique. Un film de l'ONF qui tranche avec la vision plutôt pessimiste que véhiculent la plupart des grands noms de la réflexion environnementale contemporaine.

LOUIS-GILLES FRANCÉUR

LE DEVOIR

Pierre Dansereau a eu 90 ans le 5 octobre dernier, devancé de quelques mois par sa compagne de toujours, Françoise, avec qui il vient de revivre en condensé plusieurs moments importants de sa vie de chercheur. Avec une rare vigueur physique et intellectuelle, il est retourné visiter plusieurs des lieux où il a approfondi sa vision de l'écologie au cours de sa longue carrière et qui l'ont conduit à renouveler ou à élargir des concepts de base de cette discipline.

Ce documentaire, résultat d'une longue complicité entre le cinéaste et l'écologiste — mais qui n'avait rien à voir avec l'écologie elle-même, confie Fernand Dansereau —, nous conduit dans des paysages époustouflants comme le fjord de Pangnirtung, le rocher Percé visité par la lorgnette du temps et les favelas de Rio avec leur vie bouillonnante, un de ces étonnants écosystèmes urbains comme les aime Pierre Dansereau.

VOIR PAGE A 14: DANSEREAU

Un bouclier pour sauver le hockey

La dégringolade du huard
a coûté cette semaine
près de deux millions
aux équipes canadiennes
de la Ligue nationale

RENÉ LEWANDOWSKI

LE DEVOIR

Le grand patron des Oilers d'Edmonton, Patrick LaForge, était en fureur cette semaine lorsque le dollar canadien a atteint son creux historique de 62,94 cUS. On le comprend: chaque fois que le huard glisse, le compte de banque des Oilers en prend pour son rhume. «Aujourd'hui seulement [jeudi], on a perdu 250 000 \$!»

Le cas n'est pas unique. Depuis que la Ligue nationale de hockey (LNH) a imposé la rémunération de tous ses joueurs en dollars américains, toutes les équipes canadiennes sont aux prises avec le même problème: des revenus en dollars canadiens, des dépenses en dollars américains et un taux de change US/CAN en chute libre.

Par exemple, à environ 25 millions \$US, la masse salariale annuelle des Oilers est l'une des plus petites de la LNH. Il n'empêche que lorsque le taux de change recule de 1 c, les finances de l'équipe sont amputées d'un quart de million.

VOIR PAGE A 14: HOCKEY

l'état du monde 2002

Pour comprendre le monde d'aujourd'hui

- Le seul annuaire économique et géopolitique mondial au contenu entièrement renouvelé
- Une analyse approfondie des grandes tendances planétaires
- Un bilan de l'année pour les 226 États et territoires de la planète
- Les enjeux politiques et économiques à l'aube du 3^e millénaire

l'état du monde

2002

672 pages • 27,95 \$

Boréal

www.editionsboréal.qc.ca

en collaboration avec
LE DEVOIR

Chacun a le droit d'aller à l'école de son choix



Nous,



**nous sommes
136 024
à avoir choisi
l'école publique**

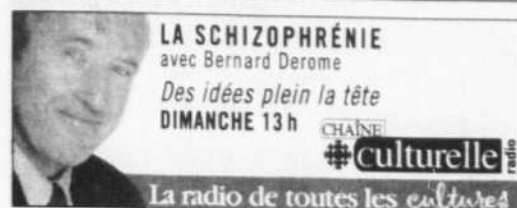


- Une école ouverte, humaniste, orientée vers la réussite.
- Une école qui n'exclut personne.
- Des programmes reconnus et variés pour répondre aux aspirations de chaque élève.
- Des milliers d'enseignants dévoués et compétents, épaulés par les meilleurs spécialistes.
- Une multitude de services et d'équipements.
- Un milieu de vie où les cours, l'encadrement et les activités culturelles, sportives et scientifiques permettent de réaliser ses projets et ses rêves.
- Une école qui prépare mieux les jeunes à la vie dans le respect des autres et de la différence.

**L'école publique :
notre défi quotidien
et notre grande fierté**



Commission
scolaire
de Montréal



LE DEVOIR

ACTUALITÉS



LE PLAN DE SECOURS DE MAROIS

SANTÉ

Trudel fait appel à l'imagination des gestionnaires

Le budget du ministère ne pourra en aucun cas excéder 17,5 milliards

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le ministre de la Santé, Remy Trudel, compte améliorer les conditions de vie et de travail dans les établissements de santé et les centres d'accueil avec les 500 millions injectés dans le réseau par le budget Marois. M. Trudel a toutefois été on ne peut plus clair hier: les administrations devront faire des «efforts considérables» de «détermination et d'imagination» pour respecter l'enveloppe totale du ministère, maintenant fixée à 17,5 milliards.

«Nous ne paierons pas les déficits des hôpitaux», a d'ailleurs laissé tomber sèchement le ministre Trudel lorsque interrogé sur les rumeurs voulant que le CHUM se dirige vers un manque à gagner de 40 millions. La hausse des dépenses à la Santé, comme dans les autres ministères précise M. Trudel, ne pourra absolument pas dépasser 3,1 % en 2002-03.

Les centres hospitaliers universitaires doivent aussi se soumettre à ce difficile exercice d'équilibre budgétaire, et ce, de façon stricte. Les établissements devront effectuer les correctifs et les aménagements nécessaires, a-t-il répété.

«C'est à l'intérieur de ces paramètres que devront se réaliser les équilibres budgétaires pour chacun des établissements, pour chacun des réseaux, pour chacune des régions et pour chacune des missions en santé et services sociaux.»

Les 500 millions additionnels de la ministre Marois s'ajoutent aux 360 millions déjà prévus l'an dernier, a indiqué le ministre Trudel, pour un total de 860 millions de dollars qui serviront, d'ici 2003, à construire et à rénover, donc à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires, et à acheter de l'équipement, c'est-à-dire à améliorer les conditions de travail des intervenants.

«On fournit des outils adéquats aux employés pour leur permettre d'être plus efficaces, plus performants et plus heureux dans leur travail», pense M. Trudel.

Les priorités quant à la construction et à la rénovation seront annoncées d'ici deux semaines. Un haut fonctionnaire de la Santé devra faire un suivi hebdomadaire auprès du ministère des Finances sur la «livraison» des projets qui profiteront d'une voie accélérée d'approbation au sein du réseau.

Le ministre Trudel disait privilégier hier la rénovation de certaines salles d'urgence, la modernisation

des services de radiologie et de l'informatique dans les établissements et entre eux. Dans les centres d'accueil, un certain nombre de places sera ajouté, mais M. Trudel parle davantage d'améliorer les places déjà existantes.

En outre, certains équipements sont déjà sur la liste des priorités du ministère: fauteuils geriatriques, lits électriques, sans exclure l'achat de scanners ou d'équipement plus sophistiqué. En tenant compte des budgets ajustés, parmi les autres projets du ministère de la Santé, celui des groupes de médecins de famille conserve sa part de 30 millions et le projet de carte à puce, une enveloppe de 50 millions.

Le critique libéral Jean-Marc Fournier déplore quant à lui le maquillage comptable du gouvernement qui, dit-il, veut faire croire à la population que les 500 millions représentent de l'argent neuf investi en santé.

«En raison des déficits des hôpitaux estimés à 300 millions pour cette année et à 280 millions l'an prochain, on va couper dans les services pour financer des achats d'équipement. On va acheter des bains, mais il n'y aura personne pour donner les bains.»



Remy Trudel

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

RÉGIONS

Baril mise sur la revalorisation des CLD

La nouvelle Financière jouera dans ses plates-bandes

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le ministre Gilles Baril s'est fait rassurant hier. Le responsable des Régions et de l'Industrie et du Commerce n'avait pas d'investissements majeurs à dégager des annonces du budget Marois, comme ses collègues de la Santé et de l'Éducation, mais il a mentionné une quinzaine de mesures s'élevant à près de 300 millions, non pas spécifiques aux régions mais qui auront des effets «structurants» partout au Québec.

M. Baril a notamment abordé la question des CLD (Centres locaux de développement), qui voient leur rôle remis en question par la création de la Financière, une nouvelle structure de financement relevant du ministère des Finances et non des Régions.

«L'instrument de confiance, c'est le CLD, a confirmé M. Baril. La première porte où on frappe, c'est le CLD. Donc, les CLD vont jouer un rôle important dans l'application et dans la réalisation de ce budget.»

Au président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Michel Belzil, qui se demande si la politique de la ruralité sera «assez imaginative et créatrice pour compenser les maigres 10 millions» an-

noncés dans le budget, le ministre des Régions répond que le gouvernement agit de plusieurs façons en faveur des régions avec ce budget.

«La politique sera un autre pas en avant, mais ce n'est pas une finalité. Je vais continuer à me battre au sein du gouvernement pour qu'on puisse mettre davantage d'outils, d'instruments puis de moyens à la disposition des communautés locales au Québec.»

Parmi les mesures qui touchent les régions, M. Baril a mis l'accent hier sur le renforcement de sa Stratégie des régions-ressources avec l'admissibilité à l'impôt zéro pour les PME qui ont jusqu'à 30 millions de capital versé. Le deuxième axe de développement est celui de l'aide aux PME, avec le programme FAIRE.

«On rajoute 350 millions de dollars pour les deux prochaines années. L'autre élément très important aussi, tout spécialement pour les régions du Québec, c'est que le seuil des projets admissibles maintenant passe de 10 millions à cinq millions.»

Le ministre Baril a souligné également qu'une bonne partie des investissements publics dans les routes, les écoles et les hôpitaux sera faite en région. C'est le cas notamment du nouveau programme Villages branchés, qui connectera, au coût de 75 millions, les écoles du Québec avec de la fibre optique.



Gilles Baril

ENVIRONNEMENT

Des questions sans réponse

LOUIS-GILLES FRANCEUR
LE DEVOIR

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) estime que le budget Marois exige des précisions importantes en matière de transport au cas où les mesures envisagées mais encore inconnues encourageraient l'étalement urbain, tout comme ce budget exigerait, à son avis, un débat musclé sur les enjeux énergétiques qu'il laisse transparaître.

De son côté, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCRE) se posait lui aussi hier des questions sur les projets en transports et d'infrastructures municipales.

Les deux groupes environnementaux, deux des principaux regroupements d'écologistes au Québec, s'interrogeaient par ailleurs hier sur la faiblesse de l'appui accordé au développement de l'énergie éo-

lienne, par comparaison avec des projets polluants comme la future centrale thermique du Suroit.

L'UQCN se surprend de ce que la ministre n'ait annoncé qu'un «banc d'essai» pour éoliennes. Le RNCRE, pour sa part, va plus loin et affirme que «le gouvernement devra rapidement faire plus pour stimuler le développement de cette forme d'énergie dont le potentiel pourrait soutenir une industrie florissante au Québec». Le RNCRE, qui regroupe des institutions municipales, des écologistes et des entreprises par l'intermédiaire de ses constituantes régionales, s'attend à ce qu'Hydro-Québec réserve une part significative, soit 100 MW par année, de ses futurs investissements au développement de cette énergie verte et renouvelable.

Les deux grandes organisations voient venir avec une certaine méfiance les 400 millions qui profiteront au réseau routier.

ÉDUCATION

600 millions consacrés aux écoles

PRESSE CANADIENNE

C'est finalement 600 millions qui seront consacrés aux immobilisations et aux équipements dans le milieu scolaire, à la suite des sommes qui ont été annoncées jeudi, lors du budget provincial.

Le ministre de l'Éducation, François Legault, a précisé, hier à Montréal, que le montant de 400 millions, annoncé lors du budget, s'ajoutera aux 200 millions déjà prévus pour l'année scolaire 2001-02.

Ces montants serviront notamment à l'Institut agroalimentaire de La Pocatière, à l'Institut agroalimentaire de Saint-Hyacinthe, à un nouveau pavillon pour la faculté de pharmacie de l'Université de Montréal, au projet de Technopole à Montréal et à un programme pour brancher les écoles de petites communautés à un système de télécommunications plus rapide.

La dernière innovation en écriture de

CROSS

ion

29\$

Le stylo de poche à gel d'encre ION conçu également pour se porter au cou, dans votre sac à main ou votre porte-documents.



Choix de 6 couleurs d'encre

Les plus grandes marques aux meilleurs prix

BOUTIQUE DU

■ 977, rue Sainte-Catherine Ouest
■ Montréal (niveau métro à la Maison Simons)
■ Carrefour Laval - Promenades Saint-Bruno
■ Mail Champlain, Brossard
■ Place Laurier (Sainte-Foy)

Tél. : (514) 284-1295

www.stylo.qc.ca

colloque international

Le concept de bien commun pourrait-il permettre de réunir les conditions requises pour l'émergence d'une action collective globale et légitime?

Cet événement s'inscrit dans l'actualité et propose d'étudier en quoi cette notion pourrait constituer, au niveau international, une réponse politique à la mondialisation.

7, 8 et 9 novembre 2001

Université du Québec à Montréal
Pavillon J.-A.-DeSève
320, rue Sainte-Catherine Est, Montréal
(à l'angle de la rue Sanguinet)

Renseignements et inscriptions :
(514) 987-3000, poste 3910
www.cim.uqam.ca/biencommun.html

Avec l'appui de:
Ministère des Relations internationales du Québec, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Université du Québec à Montréal, Confédération des syndicats nationaux, Ville de Montréal, Ministère de la Justice du Québec, Conseil des relations universitaires de Montréal, Centre de recherches sur les universités sociales, Chaire URMCO d'étude des transformations philosophiques de la justice et de la société, des réseaux, Droits et devoirs des Citoyens des syndicats du Québec.

le bien commun
comme réponse politique à la mondialisation

CEIM
Centre Études Internationales et Mondialisation



La Lincoln LS 2002.

Définissez votre luxe.

• Moteur V6 3 L DACT de 220 ch • Transmission automatique 5 vitesses • Radio AM/FM stéréo avec sonorisation haut niveau, chargeur de 6 DC • Sacs gonflables latéraux pour le conducteur et le passager avant • Sièges en cuir • Sièges avant chauffants • Climatiseur à commande automatique de la température • Antipatinage à toutes les vitesses • Entretien périodique sans frais additionnels!

595 \$* Location 36 mois
Mise de fonds de 4 295 \$
Transport inclus

LINCOLN
LUXE À L'AMÉRICAIN

VOS CONCESSIONNAIRES FORD-LINCOLN DU QUÉBEC

*Transport inclus. Dépôt de sécurité de 700 \$, mise de fonds et première mensualité exigés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de 0,10 \$ du kilomètre après 50 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. *Valable pour les premiers propriétaires ou locataires au détail. Cette offre ne s'applique qu'aux résidents canadiens. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

• LES ACTUALITÉS •

Commission des droits de la personne et de la jeunesse

Les nouveaux combats d'un idéaliste

Pierre Marois défendra les pouvoirs de l'organisme qu'il dirige et tentera de les élargir pour lutter contre la pauvreté

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

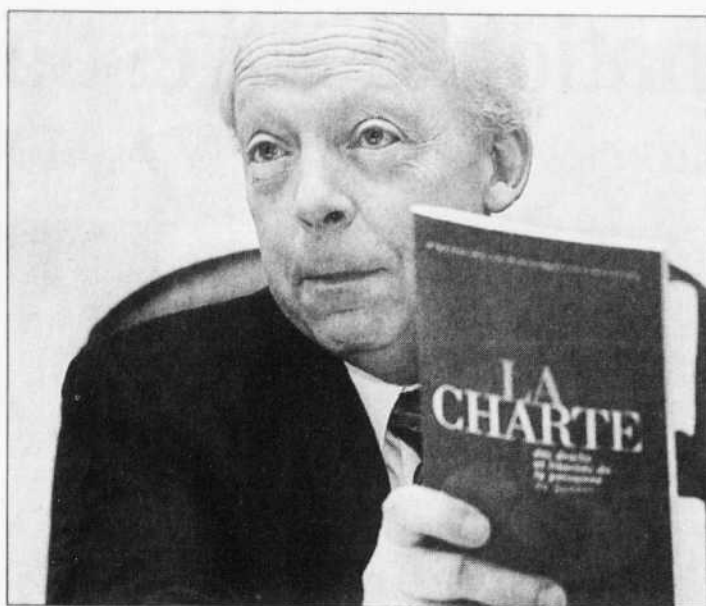
Pierre Marois devient président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au moment même où celle-ci livre bataille contre le gouvernement.

Depuis deux ans, Québec conteste le pouvoir d'enquête et d'intervention de la Commission quand celle-ci attaque des lois ou des règlements pour discrimination. L'organisme n'a qu'un strict pouvoir de recommandation, rétorque-t-on. La Commission voit donc sa compétence remise en cause dans six dossiers présentement devant les tribunaux.

«Je savais qu'il y avait un problème, mais je ne pensais pas que ça allait aussi loin dans les atteintes systématiques aux pouvoirs d'enquête de la Commission!», dit Pierre Marois dans la première entrevue qu'il accorde depuis son entrée en fonction en août.

Et il a beau être fraîchement nommé par l'Assemblée nationale, il se dit prêt à la bataille. «Je ne suis pas ici pour faire plaisir à qui que ce soit sur le plan politique», dit-il. Pas même au premier ministre Bernard Landry, qu'il connaît depuis des décennies et dont il est un proche. «Justement, M. Landry me connaît de longue date et il sait où je loge. Alors lui, comme les autres parlementaires d'ailleurs, devait très bien savoir ce qu'il faisait en me nommant!»

Pas question donc de plier parce que, souligne-t-il, l'enjeu est considérable pour la Commission. «Il y a un grand, grand danger d'effet domino, qui est d'ailleurs commencé.» Il refuse de commenter un cas précis, mais en août, on apprenait que



Pierre Marois a beau avoir été nommé par le gouvernement du Parti québécois, il n'entend pas pour autant rester muet devant les atteintes aux pouvoirs de la commission qu'il dirige.

la Communauté urbaine de Montréal refusait de collaborer à l'enquête menée par la Commission sur la discrimination salariale dont seraient victimes les jeunes policiers. Que la Commission des droits de la personne fasse des recommandations, va toujours, mais qu'elle enquête, pas question!

«Si on pousse cette logique jusqu'au bout, on se dit que la Commission ne peut s'occuper de cas traités par la Régie du logement ou par la Commission de santé et sécurité au travail, qu'est-ce qui va rester? Le droit pour les citoyens d'être laissés tout seuls, sans moyens, quand ils voudront défendre leurs droits fondamentaux devant l'administration publique? Est-ce ça qu'on

veut comme société?»

Ancien ministre, Pierre Marois peut comprendre qu'un gouvernement s'inquiète des répercussions financières qui pourraient découler de causes gagnées par la Commission. «Mais on n'est pas là pour fonder la pagaille! On a de la rigueur, quand même. Mais la Commission doit faire avancer des choses, et si cela implique des choix de société, eh bien qu'on s'assoit et qu'on en discute. C'est pas la fin du monde de faire un débat de société de temps en temps!»

En fait, la manière même dont le gouvernement procède dans cette affaire le fait grandement tiquer: «Il me semble qu'il y aurait eu d'autres moyens de discuter des compétences de la Commission que de les contes-

ter devant les tribunaux. Des contestations initiées par le procureur général du Québec, qui est en plus le ministre de la Justice! Je crois plutôt qu'on pourrait trouver un lieu neutre, désigner des gens qui font le tour de la question, et qu'ensuite le législateur se penche là-dessus.»

Mais la bataille avec le gouvernement risque de dépasser la question des compétences au cours des années qui viennent. C'est que la Commission veut aussi élargir son mandat pour s'attaquer à des terrains jusque-là négligés, comme la lutte à la pauvreté. Une tendance amorcée avant l'arrivée de Pierre Marois mais qui emballait totalement celui-ci. L'homme compte quand même 40 ans de lutte contre l'injustice: avocat de causes souvent désespérées, il a été actif à la CSN, dans les ACEF, en politique — où il fut notamment ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu dans les premiers gouvernements du Parti québécois, jusqu'à sa démission, en 1983, parce qu'il était en désaccord avec la vision sociale qui se dessinait au conseil des ministres. Un coup dur pour le PQ à l'époque.

Le passage du temps n'a guère ramolli celui qu'on a souvent taxé d'idéalisme: «On me demande parfois: est-ce que les pauvres sont lésés dans leurs droits. Ma réponse est très claire: oui. Comment pourrait-il en être autrement? Avez-vous le temps, quand vous êtes sans-abri, de vous assurer que vos droits à l'emploi ou aux services sont respectés? Avez-vous même conscience de ces droits? Et qu'on arrête de me sortir que Céline Dion a réussi même si elle sortait d'un milieu pauvre. Il y a des gens qui ont des opportunités? Bravo! Mais ce n'est

pas le lot de la majorité.»

Mais lutter contre la pauvreté, n'est-ce pas jouer sur un terrain carrément politique, qui relève de la vision propre à chaque gouvernement? «Ah bon! Parce que c'est politique, au sens le plus noble du terme, nous, la Commission, on va se croiser les bras? Non, madame! Non, non, non! On va plonger là-dedans parce que si on ne s'attaque pas à la pauvreté, des gens vont être exclus de droits qui sont pourtant reconnus à tous.»

De toute façon, la Charte des droits elle-même ouvre la porte à un tel combat. Toute une section de la Charte porte sur les droits économiques et sociaux, une véritable innovation lors de son adoption en 1975 et une caractéristique encore unique au Québec par rapport aux autres chartes des droits du Canada.

Dans les faits, cette section n'a guère servi car chacun de ses articles — celui prévoyant, par exemple, que chacun a droit à un revenu décent — se bute à un petit bout de phrase: «dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi». Pas possible, du coup, de contester le montant d'aide sociale qui est versé au Québec en invoquant qu'il est sous le seuil du revenu décent...

La Commission, qui, depuis un an, fait le bilan de ses 25 ans d'existence, demandera donc des changements législatifs. «Il est certain qu'il va falloir retravailler tout le chapitre sur les droits économiques et sociaux, enlever tout ce qui prête flanc à des interprétations qui nuisent à la Commission, revenir sur la question de la compétence...», énumère Pierre Marois.

Un mandat exigeant qui s'ajoute aux dossiers courants: un rapport sur l'exploitation des personnes âgées dans les centres d'hébergement, qui sera publié sous peu; le dossier de la jeunesse, où les histoires d'horreur abondent; l'équité en emploi dans l'administration publique; tous les cas de discrimination «ordinaire» qui, 25 ans après la Charte, existent encore...

Mais Pierre Marois se dit prêt. Le Conseil des services essentiels, qu'il présidait jusqu'à sa nomination à la Commission des droits de la personne, ne manquait pas non plus de dossiers délicats, rappelle-t-il.

Il est donc venu pour conduire la locomotive, dit-il, en gardant en tête le conseil de René Lévesque: «Vous pouvez chauffer la locomotive tant que vous voulez, mais pensez à jeter un œil en arrière pour vous assurer que les wagons ne décrochent pas.» La locomotive, la Commission, est en bon état, juge-t-il. Quant aux wagons: «Je pense que défendre les droits, c'est une dynamique en progrès et que la société est prête à en prendre un peu plus.»

Forte hausse des plaintes

Les attentats du 11 septembre ont eu un drôle d'impact sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Oui, il y a eu des plaintes de gens de la communauté arabe, tout à coup victimes de discrimination. Mais ce sont surtout les plaintes en tous genres qui, depuis, ont fortement augmenté.

En provenance d'autres communautés culturelles? «Non, non: tous azimuts!» répond le président de la Commission, Pierre Marois. Le nombre de plaintes a même doublé par rapport à la même période l'an passé, et c'est une chose qu'on n'avait absolument pas vu venir.

Difficile toutefois de dire pourquoi, et Pierre Marois n'est pas l'homme des conclusions hâtives. «On a le nez trop collé sur la vitrine pour l'expliquer, dit-il. Peut-être est-ce dû à une plus grande sensibilité des gens accompagnée d'un sentiment accru d'insécurité? Ce qui nous ramène à la grande préoccupation que nous avons à la Commission: comment équilibrer la sécurité des personnes avec le respect des droits, tout en ne se laissant pas mener en bateau par des gens tentés de profiter de la situation?»

Les 17 plaintes issues de la communauté arabe et musulmane ont quant à elles été déposées dans les deux semaines suivant les attentats. Les plaignants se disent victimes de discrimination au travail ou dans des commerces. Ces plaintes sont traitées selon une procédure accélérée, à la demande même de Pierre Marois qui veut aussi en être personnellement informé.

De plus, il y a un mois, le président Marois produisait une déclaration dans laquelle il rappelait que c'est «dans les pays où le respect des droits est élevé que la sécurité, publique et privée, est la mieux assurée». Le texte a été envoyé aux commissions des droits de la personne du reste du pays et il a servi d'ossature à une déclaration commune destinée au gouvernement fédéral.

«Aucune société ne peut tolérer des actes aussi barbares que des attentats et on doit prendre des mesures pertinentes pour s'en protéger», dit Pierre Marois. Mais attention! Une loi antiterroriste qui vient en changer 22 et en ajouter deux autres, qu'on mène de front au Sénat et aux Communes, dans un climat émotif, chargé, c'est terriblement dangereux. Il ne faut pas verser dans la naïveté: la sécurité des personnes est fondamentale. Mais il ne faut pas pour autant arrêter de penser.

C'est que Pierre Marois a une certaine expérience des contextes où l'émotivité est à fleur de peau. En février 1971, il était le candidat du Parti québécois à l'élection complémentaire de Chambly, déclenchée en raison de la mort du ministre Pierre Laporte pendant la Crise d'octobre. Une campagne dure, où l'on associait PQ et FLQ, et où la voix de la raison passait difficilement. Pierre Marois perdra, mais en obtenant plus de voix que lors des élections générales, un an plus tôt. Une défaite pour lui mais une victoire pour la démocratie.

Josée Boileau

doice
Donna

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de
Commerce Mondial
844-9125

doice
Uomo

Pour Lui
Centre de
Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

Grande sélection
de complets
italiens

399\$ et plus

Meuble

Un nom sans prétention

Hachelaga

Une entreprise familiale à votre service depuis plus de 30 ans

**ARMOIRE, CHAMBRE ET CUISINE
EN PIN MASSIF FAIT À LA MAIN**

Mobilier de salon tout cuir

8729, Hochelaga (coin Desormeaux) Montréal (FERMÉ LE MERCREDI)
(514) 354-1030 • 1-800-357-1030

Le secteur Conseil en management de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec vous convie à un petit déjeuner causerie portant sur :

L'éthique organisationnelle : le processus de l'éthique du dialogue en entreprise

Dans cette conférence, Thierry C. Pauchant, professeur titulaire de management, auteur de plusieurs livres et président du Comité d'éthique de la recherche, École des HEC, propose un processus pour développer une stratégie éthique en organisation. Ce processus, le dialogue démocratique, est proposé à un moment où la tragédie du World Trade Center nous démontre que nous devons dépasser l'éthique « politiquement correcte » dans nos organisations.

Activité accréditée pour dépense de formation - loi 90.

Conférence
commanditée par

FONDS
de solidarité FTQ
La force du travail

Date : le mercredi 14 novembre 2001
Heure : de 7h30 à 9h30
Lieu : Hôtel Delta Centre-Ville, Salle Cartier
777, rue University, Montréal
Inscription : Communiquez avec Mance Lamothe
au (514) 499-0880, poste 228
Membre : 30 \$
Non-membre : 40 \$
Table de 8 : 225 \$
* Les taxes sont incluses.

AGME
Association des gestionnaires de l'économie

ADMA
ORDRE DES
ADMINISTRATEURS AGRÉÉS
DU QUÉBEC

CMC

Gaston Deschênes

Les Voyageurs d'autrefois sur la Côte-du-Sud

224 pages, 25 \$

Gaston Deschênes a rassemblé et commenté des récits, des relations et des reportages de voyageurs. Ces auteurs qui nous décrivent cette fabuleuse Côte-du-Sud étaient missionnaires, arpenteurs, militaires, touristes, villageois, etc. L'ensemble de ces textes donne un aperçu des conditions de voyage sur la Côte-du-Sud, de l'époque coloniale française jusqu'à l'arrivée de l'automobile.

SEPTENTRION
www.septentrion.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2001

MONTREAL

ARRONDISSEMENTS

Les luttes à surveiller

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Des vingt-sept arrondissements du nouveau Montréal, une douzaine sont à surveiller pour les élections qui se déroulent demain.

Même si la campagne électorale a pris les allures d'un référendum sur la question des fusions municipales, la banlieue ne forme pas un bloc monolithique derrière Gérard Tremblay tout comme Montréal n'appuie pas aveuglément Pierre Bourque.

Quelques districts de la banlieue pourraient causer des surprises malgré la farouche opposition aux fusions qu'on y retrouve. C'est notamment le cas dans Anjou, où l'Équipe Bourque/Vision Montréal (EB/VM) présente Benoît Corbeil, ex-directeur général du Parti libéral du Canada. Juste à côté, dans Saint-Léonard, l'EB/VM pourrait réussir à faire une percée avec le candidat Vincenzo Arciresi, grâce au soutien en coulisses du ministre fédéral Alfonso Gagliano. Le maire Frank Zampino y brigue les suffrages sous la bannière de Gérard Tremblay; il s'est vu promettre la présidence du comité exécutif.

Dans l'arrondissement de l'île Bizard, la présence du maire Normand Marinacci comme candidat indépendant pourrait diviser le vote. Dans Montréal-Nord, Pierre Bourque y présente Nicole Roy-Arcelin, qui parle créole et qui est très proche de la communauté haïtienne, fort importante dans ce secteur. Dans Lachine, chaque camp a sa vedette: Claude Dauphin, ancien député libéral (Tremblay) et le maire Guy Dicaire (Bourque). L'EB/VM pourrait aussi s'implanter dans LaSalle.

Montréal

À l'inverse, Gérard Tremblay pourrait bousculer les calculs de l'adversaire dans Montréal. Une lutte intéressante est à prévoir dans Côte-des-Neiges, où Pierre-Yves Melançon affronte la colistière de M. Tremblay, Francine Sénécal. À surveiller également dans Rivière-des-Prairies la lutte entre l'ex-député libéral Cosmo Maciocia et le conseiller de Bourque, Giovanni DiMichele.

L'arrondissement Ahuntsic-Cartierville pourrait causer des surprises. Pierre Lachapelle affronte Pierre Lapointe, l'ex-président de Vision Montréal. Michel Cusano, le fils du député libéral William Cusano, fait face à Achille Polcaro de l'EB/VM. Pierre Gagnier, un vieux routier de la politique municipale, tente un retour contre Noushig Eloyan, vice-président du comité exécutif.

La bataille dans le district de Saint-Jacques risque d'être intéressante: Robert Laramée (EB/VM) tente de déloger le conseiller Sammy Forcillo.

Les résultats serrés des derniers sondages laissent entrevoir beaucoup de luttes serrées. Même si les deux équipes comptent vraisemblablement sur certains châteaux forts, la capacité des organisations à faire sortir le vote pourrait faire la différence.

Le dernier blitz de Bourque et Tremblay

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

À quelques heures du vote, les candidats à la mairie de Montréal sont fébriles. Petit regard sur les prévisions météorologiques pour demain: ciel variable, neuf degrés. Soupir de soulagement. Il ne pleuvra pas, les gens iront voter... Mais pour quel candidat? Et pour quelle équipe? Gérard Tremblay et Pierre Bourque se di-

sent confiants de l'emporter, mais aucun ne s'aventure à pronostiquer le résultat.

«On va gagner les élections et mon équipe va être majoritaire au conseil», dit le premier. «Nous obtiendrons une large majorité, c'est sûr, et pour la mairie et pour le conseil», dit le second. Sans plus. Combien chacun prévoit-il élire de conseillers? Impossible de le savoir.

Seul le maire sortant ajoute, en marchant vers sa limousine: «Pensez

à ce que j'ai fait avant». Avant? Aux élections de 1994 et de 1998. À chaque occasion, l'Équipe Bourque a fait élire 39 conseillers sur un total de 51. Si c'était le cas une fois de plus, s'il faisait élire 39 conseillers sur 73, il aurait la majorité (37). Mais rien n'est moins sûr. Tous les sondages arrivent au même résultat: les deux principaux candidats sont au coude-à-coude et le nombre d'indécis, parmi les quelque 1,3 million d'électeurs, est important.

Les deux hommes sillonneront aujourd'hui Montréal pour serrer le plus de mains possible. Demain, Gérard Tremblay passera la journée dans Côte-des-Neiges avec sa colistière, Francine Sénécal. Pierre Bourque, pour sa part, entend faire le tour des bureaux de vote.

Les deux machines sont huilées. Les bénévoles auront l'ingrête tâche, demain, de «faire sortir le vote». Ils se rendront après cela au lieu de rassemblement choisi par

chacune des équipes: le Spectrum pour l'Équipe Tremblay/Union des citoyens de l'île de Montréal et l'Hippodrome pour l'Équipe Bourque/Vision Montréal.

Les bureaux de vote seront ouverts demain de 9h à 19h. Chaque électeur aura à choisir le maire, le ou les conseillers municipaux et le ou les conseillers d'arrondissement. Au total, 105 personnes seront élues pour représenter les Montréalais à compter du 1^{er} janvier prochain.

AILLEURS AU QUÉBEC

Les citoyens de 335 municipalités vont aux urnes

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Les électeurs de 335 municipalités québécoises se rendront aux urnes demain et même si dans plusieurs cas ce scrutin marque une étape majeure dans la création des nouvelles villes fusionnées, les campagnes électorales ne passeront pas nécessairement à l'histoire.

N'eût été des quelques soubresauts au cours des deux dernières semaines, la course à la mairie à Longueuil se serait déroulée sans réels affrontements. Seul en piste en début de campagne, Jacques Olivier paraissait imbattable et personne ne semblait vouloir oser l'affronter. La conseillère muni-

pale de Saint-Hubert, Marguerite Pearson Richard, s'est finalement jetée dans la bataille, réussissant tardivement quelques attaques à l'égard de son adversaire.

De son côté, Gilles Vaillancourt compte bien sur le scrutin de demain pour entamer un quatrième mandat à la mairie de Laval. Certains observateurs croient que ses deux adversaires, Daniel Lefebvre et Philippe Garceau, auraient eu davantage à unir leurs forces pour détrôner M. Vaillancourt plutôt que de s'échanger des insultes tout au long de la campagne. Mais le déroulement du scrutin pourrait être perturbé puisque le syndicat des chauffeurs d'autobus de Laval a convenu de déclencher une grève de 24 heures demain.

À Québec, les dés semblent jetés avec la dégringolade d'Andrée Boucher dans les sondages au profit de Jean-Paul L'Allier. Une campagne éprouvante pour la mairesse de Sainte-Foy, qui détenait au mois de juin une légère avance sur son adversaire. Même sur le terrain des banlieues, où Mme Boucher comptait des alliés, le maire de Québec, avec son image de rassembleur, a marqué des points importants.

Dans la nouvelle ville de Gatineau, qui deviendra le 1^{er} janvier la quatrième ville en importance au Québec, deux candidats se font la lutte à la mairie. Yves Ducharme, l'actuel maire de Hull, a perdu des appuis durant la campagne mais, selon un sondage publié le 23 oc-

tobre, il détiendrait toujours la tête devant Robert Labine, maire de Gatineau, avec 47,9 % des voix contre 35,4 % pour son adversaire.

À Sherbrooke, si la tendance se maintient, le résultat de l'élection de demain laisse peu de doutes. L'actuel maire de Sherbrooke, Jean Perrault, bénéficie d'une avance quasi insurmontable devant son principal opposant, Richard Gingras, maire de Saint-Elie d'Orford, selon un sondage mené auprès de la population à la mi-octobre.

Une lutte à quatre s'est engagée dans la nouvelle ville de Trois-Rivières mais, à moins de deux semaines du scrutin, le tiers de la population ne savait toujours pas pour qui voter. Le maire de Cap-

de-la-Madeleine, Alain Croteau, figurait alors en tête dans les intentions de vote (49 %), devant Yves Lévesque, maire de Trois-Rivières-Ouest (31 %), et Léon Méthot, président du Grand-Prix de Trois-Rivières (17 %).

À Lévis, qui regroupe les dix municipalités de la rive sud de Québec, Jean Garon, maire de Lévis, détiendrait une avance confortable de près de 27 points sur son opposant, Christian Jobin, selon un sondage mené à la fin du mois d'octobre.

D'autres élections auront lieu dans les prochaines semaines, soit le 18 novembre à Rimouski, entre autres, et le 25 novembre à Ville de Saguenay, Shawinigan et Saint-Jérôme.

Jusqu'au 11 novembre 2001

OBTENEZ UN BON D'ACHAT DE
20 \$ PAR TRANCHE D'ACHAT DE 150 \$

18+

La modération
à bien meilleur goût.

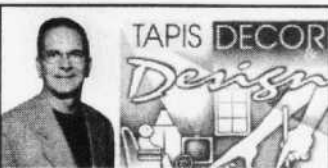
EducValcool



Au plaisir!

www.saq.com

18 ans et plus. Quantités limitées. Offre valable du 3 au 11 novembre 2001. Bon d'achat différé échangeable du 1^{er} au 31 décembre 2001. Ne peut s'appliquer à l'achat de chèques-cadeaux. Les achats ne sont pas cumulatifs. Titulaires de permis, agences SAQ et Comptoirs Vin en vrac exclus. Offre non disponible sur SAQ.com.



CLAUDE BOUCHARD
VOUS OFFRE
VENTE DE TAPIS
3 POUR 1



1. TAPIS 1^{re} Qualité
2. SOUS-TAPIS Gratuit
3. INSTALLATION Gratuite

12 MOIS
SANS INTÉRÊT

SPÉCIAL INVENTAIRE
• TAPIS commercial \$ 5.99 p.c.
• TAPIS berbere \$ 1.49 p.c.
• TAPIS peluche \$ 1.49 p.c.
• TAPIS sisal \$ 2.49 p.c.
• CÉRAMIQUE \$ 1.49 p.c.
• PRÉLART sans cirage \$ 9.99 p.c.
• BOIS FLOTTANT \$ 1.49 p.c.
GARANTIE 15 ANS

DÉCORATION SUPER CHOIX

carpettes • rideau • toile
voile • draperie • store
couver-lit • douillette

Confection GARANTIE

3645, boul. St-Joseph Est
Montréal (Entre boul. St-Michel et boul. Pie-IX)
(514) 729-0891



BUDGET 2002 › 2003 AGIR

Actions Gouvernementales Immédiates de Relance

Avec le Budget 2002-2003, le gouvernement du Québec présente un plan d'action pour soutenir l'emploi et la croissance et pour aider les consommateurs. Ce plan d'action permettra d'accélérer des investissements qui favoriseront le maintien ou la création de quelque 16 000 emplois en 2002. De plus, ce budget garde le cap sur le déficit zéro, gage d'espoir pour les jeunes générations.

SOUTENIR LES CONSOMMATEURS, PARTICULIÈREMENT LES MOINS FAVORISÉS

400 MILLIONS POUR LA MISE EN PLACE DE TROIS MESURES AUX EFFETS RAPIDES

- › Allocation de 100 \$ de plus par adulte pour les 2,5 millions de bénéficiaires du crédit d'impôt pour la TVQ en décembre 2001.
- › Pleine indexation du régime d'imposition des particuliers et révision à la hausse du taux d'indexation de 1,8 % à 2,7 % le 1^{er} janvier 2002, pour trois millions de contribuables.
- › Indexation des prestations d'aide sociale le 1^{er} janvier 2002.

CONSTRUIRE OU RÉNOVER 40 000 LOGEMENTS

Afin d'améliorer la situation des ménages qui éprouvent des difficultés à se loger convenablement à un coût abordable, près de 500 millions de dollars seront investis pour construire et rénover plus de 40 000 logements.

ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES PERSONNES

43 millions de dollars sont alloués notamment au renforcement des activités policières de lutte contre le terrorisme et à la mise en place d'équipes d'intervention contre les risques chimiques et biologiques.

3 MILLIARDS POUR SOUTENIR L'EMPLOI

ACCÉLÉRER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Le budget accélère des investissements publics qui répondent aux besoins des citoyens et améliorent la compétitivité de l'économie québécoise afin de soutenir l'emploi.

Principaux investissements

- › 500 millions de dollars de plus pour la santé et les services sociaux.
- › 400 millions de dollars de plus pour l'éducation.
- › 50 millions de dollars de plus pour la construction de centres de la petite enfance.
- › 400 millions de dollars de plus pour le réseau routier.
- › 350 millions de dollars de plus pour les infrastructures municipales.
- › 100 millions de dollars de plus pour la recherche, la science et la technologie.
- › 100 millions de dollars de plus pour la culture.
- › 500 millions de dollars d'investissements supplémentaires de la part des sociétés d'État.

APPUYER LES ENTREPRISES ET FAVORISER LES INVESTISSEMENTS

APPUYER LES ENTREPRISES DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Pour accélérer les projets privés d'investissement et aider les entreprises à traverser cette période difficile, le gouvernement du Québec bonifie certains programmes d'aide et met en place une nouvelle société vouée au financement des PME, La Financière du Québec. Des améliorations sont aussi apportées à la stratégie de développement économique des régions ressources.

TROIS INITIATIVES À EFFET IMMÉDIAT SUR LES INVESTISSEMENTS

- › **Bonification du programme FAIRE**
(Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi)
- › **Réduction de 50 % de la taxe sur le capital d'ici 2007**
60 % des entreprises, soit plus de 160 000 PME, ne paieront plus de taxe sur le capital dès janvier 2003.
- › Mesures en faveur de la nouvelle économie

Pour obtenir plus de détails sur le Budget 2002-2003 du Québec, procurez-vous le dépliant distribué dans la plupart des institutions financières ou contactez Communication-Québec au 1 800 363-1363.

www.finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec



Confiants, on prépare l'avenir.

• LES ACTUALITÉS •

Sécurité nationale

Le Canada devrait rapatrier ses médecins

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Pour des raisons de sécurité nationale, le gouvernement devrait tenter de convaincre les médecins canadiens travaillant aux États-Unis de rentrer au pays, a déclaré le président de l'Association médicale canadienne (AMC).

La pénurie de médecins et d'infirmières rend la population canadienne vulnérable en cas d'attentat terroriste, a précisé jeudi le Dr Henry Haddad, alors qu'il s'adressait au comité des finances des Communautés.

Le gouvernement devrait offrir au 10 500 médecins canadiens vivant aux États-Unis un allègement fiscal de 50 % pendant trois ans s'ils reviennent au Canada. Selon les calculs effectués par l'AMC, cet allègement coûterait 45 millions au gouvernement fédéral si 500 médecins acceptaient son offre.

«Il s'agit d'une mesure spéciale pour une question de sécurité nationale. Le gouvernement fédéral devrait faire preuve de leadership», a dit le Dr Haddad.

Le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, a refusé de préciser s'il était d'accord avec cette suggestion. «C'est une chose dont le ministre des Finances devra tenir compte en évaluant la politique fiscale du Canada», a-t-il commenté.

Dans le mémoire qu'elle a présenté au comité des Finances, l'AMC a proposé des mesures additionnelles totalisant 65 millions afin de préparer les services médicaux du pays à un attentat terroriste ou à toute autre situation d'urgence ayant trait à la santé publique. Le comité tient des audiences publiques alors que le ministre des Finances, Paul Martin, prépare un budget pour avant Noël.

L'AMC propose notamment les mesures suivantes:

- 15 millions pour aider les municipalités et les provinces à élaborer des mesures d'urgence, médicales et autres;
- 25 millions pour prévoir des fournitures et des équipements médicaux, ainsi qu'une formation en soins médicaux d'urgence;
- 25 millions pour permettre aux hôpitaux d'augmenter leur capacité en lits, en prévision de situations d'urgence.

Dans la première série de mesures antiterroristes qu'il a adoptées, le gouvernement avait affecté une somme de 11,6 millions à la capacité d'intervention médicale, ce qui comprend des antibiotiques ainsi que l'équipement requis pour détecter les radiations et la contamination biologique.

EN BREF

Clôture du Festival de Rouyn

(Le Devoir) — C'est jeudi que se terminait à Rouyn-Noranda la vingtième édition du Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue. Celle-ci a connu un taux record de participation avec 20 000 entrées. Le Grand Prix Hydro-Québec couronnant par vote public le long métrage le plus apprécié est allé à *Italien pour débutants* de la Danoise Lone Scherfig, une comédie sensible et intelligente inscrite dans le créneau Dogma. Il parle avec les loups de Carlos Ferrand Zavalá, documentaire vibrant sur Michel Pageau et son refuge d'animaux sauvages à Amos, a reçu pour sa part le prix Télébec dans la catégorie court et moyen métrage. Quant au prix animé Air Nova, il couronnait *The Shark and The Piano* de Gabrielle Pennacchioli, une fable sur l'intolérance.

Info-Crime prend de l'ampleur

(Le Devoir) — La ligne Info-Crime (1 800 711-1800) a connu un essor phénoménal en trois ans, avec un volume d'appels multiplié par six. Info-Crime a reçu 124 tuyaux anonymes en 1998 contre 732 cette année. En 2001, les informations révélées par le public ont permis aux policiers de mettre 40 personnes en accusation et de saisir des stupéfiants d'une valeur totale de 15,8 millions de dollars. Info-Crime a lancé hier une campagne de sensibilisation pour faire connaître ses services au grand public. Par exemple, la SQ affichera le numéro d'Info-Crime sur ses voitures de patrouille. Info-Crime a lancé une vaste campagne de financement pour recueillir 100 000 \$, ce qui représente le budget annuel du service.

Équité salariale

Les enseignants sont sur un pied de guerre
Les élèves du primaire et du secondaire auront congé de devoirs

PRESSE CANADIENNE

Québec — Les 82 000 enseignants des écoles publiques francophones et anglophones du Québec donneront un «congé forcé» de devoirs et de leçons aux élèves de plus de 3000 écoles, à compter de lundi.

Déterminés à obtenir une entente sur l'équité salariale, les enseignants ne prépareront pas de bulletins et reporteront les rencontres prévues avec les parents, «au moins

jusqu'au 21 novembre prochain».

De plus, ils ne feront pas d'enseignement pendant deux demi-journées, les vendredis 9 et 16 novembre, et feront la grève durant une demi-journée entre les 12 et 15 novembre.

Le ministre de l'Éducation, François Legault, est responsable du durcissement de la position des enseignants, a soutenu hier à Québec la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, Johanne Fortier.

Le ministre aurait ébruité mercredi les résultats d'une étude menée par 50 directions d'école qui établit à moins de 35 heures la semaine de travail d'un enseignant.

«Une enquête bidon», s'est exclamée Mme Fortier, qui estime qu'elle contredit celle menée en 1996 et qui établissait à plus de 40 heures par semaine le travail des enseignants.

Ceux-ci n'acceptent pas d'être payés moins cher qu'un ingénieur ou un arpenteur. Ces derniers ga-

gnent 62 000 \$ par année, comparativement à 53 800 \$ pour un enseignant avec 15 ans d'ancienneté.

Une injustice, prétend Mme Fortier, qui vient du fait que l'enseignement est dominé par les femmes. Pour corriger l'écart, Québec devrait déboursier 500 millions. Cette facture pourrait être étalée dans le temps.

Le gouvernement doit faire son lit dans ce dossier le 21 novembre prochain. Pourquoi donc lancer tout de suite des moyens de pres-

sion? «Pour influencer la décision de la Commission sur l'équité salariale. On trouve ça tard, le 21 novembre. Ça fait neuf ans qu'on attend», répond Mme Fortier.

Le ministre Legault a demandé au Conseil des services essentiels de «feuilleter le cas» des enseignants.

«Les enfants doivent avoir des devoirs et des leçons; les parents doivent recevoir des bulletins quatre fois par année. On va suivre ça de très près et, si c'est nécessaire, on va intervenir rapidement», a-t-il prévenu hier.

Les maladies cardiaques frappent davantage les pauvres

PRESSE CANADIENNE

Toronto — La pauvreté constitue l'une des plus importantes causes des maladies cardiovasculaires au Canada, selon une nouvelle étude.

Rédigé à la demande d'un regroupement de 45 organismes communautaires ontariens, le North York Heart Health Network, le document révèle que près de 25 % des décès prématurés de personnes âgées de moins de 75 ans au pays sont imputables

à la disparité des revenus.

Et les maladies responsables de la proportion la plus large de ces décès sont celles du cœur, selon ce rapport, rendu public à Toronto.

«Ces conclusions sont effrayantes et très inquiétantes. Le message qui est véhiculé est celui-ci: ne soyez pas pauvres et ne vivez pas dans un quartier pauvre, parce que vous allez vous retrouver dans le service de cardiologie d'un hôpital», a déploré Dennis Raphael, principal auteur du document et professeur de politique et de gestion publique à

l'université York, à Toronto.

Si les Canadiens, dans l'ensemble, succombaient de façon moins fréquente aux maladies du cœur que les 20 % habitant les quartiers les plus riches, les problèmes d'ordre cardiovasculaire coûteraient la vie à 6366 personnes de moins par année au pays, est-il précisé dans le rapport.

M. Raphael est parvenu à ces conclusions après s'être penché sur les données recueillies par Statistique Canada ainsi que sur les travaux de recherche effectués

dans le monde entier, ces 20 dernières années. Bien qu'il n'ait pas été en mesure de préciser à quel point les maladies cardiovasculaires résultaient de la pauvreté, le professeur ontarien a indiqué que tout porte à croire que le stress excessif, les difficultés matérielles et les habitudes jugées nocives pour la santé, notamment la cigarette, soient des facteurs déterminants.

Rosana Pellizzari, médecin de famille de Toronto desservant une clientèle essentiellement à faible revenu, a quant à elle jugé pos-

sible que l'approche actuellement préconisée par la société canadienne en ce qui concerne la prévention des maladies du cœur n'exerce que peu, voire aucun effet auprès de la frange la plus pauvre de la population.

Le fait de vouloir modifier les facteurs de risque découlant du style de vie de chacun — le tabac, l'absence d'activité physique et une alimentation à forte teneur lipidique — s'avère sans effet pour la plupart des personnes les moins bien nanties, a affirmé Mme Pellizzari.

Invitation à la pratique du

ZEN

Réservations : (514) 384-8645

Courriel : zenlow@aei.ca

Http://www.zenmontreal.ca

CENTRE ZEN DE MONTRÉAL

10 851, rue Saint-Hubert (métro Henri-Bourassa)

ATELIER D'INTRODUCTION

par ALBERT LOW, maître et directeur du Centre

Samedi, 17 novembre de 9h00 à 14h30

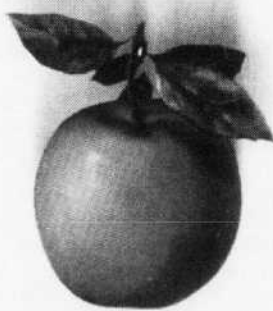
Coût : 50,00 \$ (25,00 \$ étudiants et aînés)

Boni
+1%la première
année pour
les nouveaux
fonds REERLES
OBLIGATIONS
À TAUX
PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBECQui sème des Obligations à taux progressif
Placements Québec récolte...

La flexibilité : remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité : taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité : garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Ceci est le fruit de
vos investissements.

Année	Taux annuels (%)
1	3,30*
2	2,80
3	4,00
4	4,75
5	5,50
6	6,25
7	6,75
8	7,25
9	7,75
10	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER.

VENEZ NOUS RENCONTRER

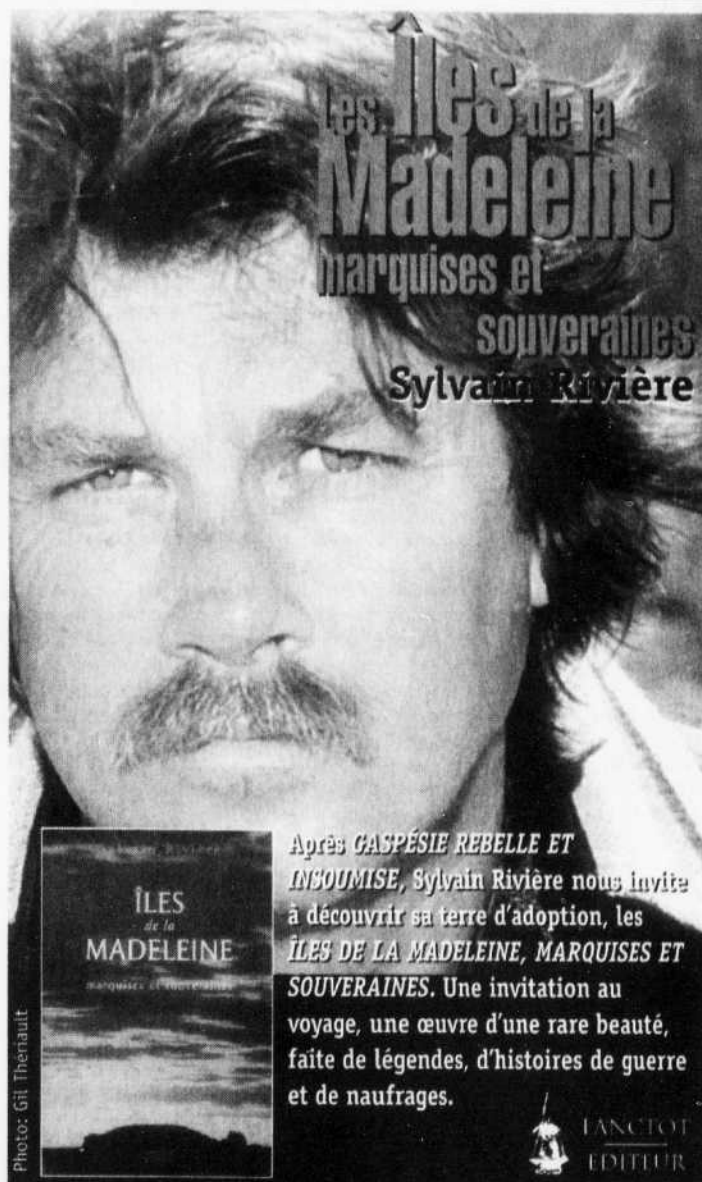
Carrefour Industrielle-Alliance
977, rue Sainte-Catherine Ouest
(vis-à-vis de l'entrée du magasin Simons, niveau métro)
Lundi au vendredi 10 h 30 à 16 h 30
Samedi et dimanche 13 h à 16 h 30
jusqu'au 30 novembre 2001

Placements
Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

1 800 463-5229

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Région de Québec,
521-5229Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h
et les samedis de novembre,
de 10 h à 16 h.

Après *GASPÉSIE REBELLE ET INSOMNIE*, Sylvain Rivière nous invite à découvrir sa terre d'adoption, les *ÎLES DE LA MADELEINE, MARQUISES ET SOUVERAINES*. Une invitation au voyage, une œuvre d'une rare beauté, faite de légendes, d'histoires de guerre et de naufrages.

L'ANCTOT
ÉDITEUR

Dominique Demers, la populaire auteure jeunesse

Écrivez le prochain
Harry Potter !

Vous rêvez d'écrire pour les enfants ou les adolescents? Venez découvrir les 10 secrets de Dominique Demers, l'auteure de livres jeunesse la plus populaire au Québec.

Date: Dimanche 18 nov., de 9h à 17 hres
Lieu: Holiday Inn, 420 Sherbrooke Ouest
Coût: Tarif régulier: 125 \$ (taxes incluses)
Tarif étudiant: 95 \$ (taxes incluses)

RÉSERVATIONS: (514) 326-8485

◆ LE DEVOIR ◆

LE MONDE

Le Washington Post implique ben Laden dans le trafic de diamants

REUTERS

Washington — Déjà millionnaire de naissance, Oussama ben Laden aurait réuni des millions de dollars au cours des trois dernières années grâce au trafic des diamants extraits des zones tenues par les rebelles de Sierra Leone, affirmait hier le *Washington Post*.

Cette accusation du grand journal américain, qui cite des sources non identifiées proches de services de renseignement américains et européens, intervient au lendemain de la mise en cause du chef islamiste d'origine saoudienne par les médias français *Le Figaro* et Radio France internationale (RFI). Selon ces derniers, citant des sources administratives médicales locales, ben Laden, souffrant d'une infection rénale grave, aurait été hospitalisé début juillet dans un hôpital de Dubaï, où il aurait rencontré le chef de l'antenne locale de la CIA — un récit catégoriquement démenti par la direction de l'établissement.

Les responsables de la sécurité américaine ont longtemps dit espérer attraper l'insaisissable ben Laden grâce à des trahisons dans son entourage, qui ne se sont pas matérialisées pour le moment malgré la prime de cinq millions de dollars mise sur sa tête et l'engagement de George W. Bush de le capturer «*mort ou vif*». Mais le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré il y a huit jours au quotidien *USA Today* que l'ennemi public des États-Unis, auquel sont attribués les attentats du 11 septembre, pourrait ne jamais être capturé bien que l'objectif officiel de l'opération lancée par Washington le 7 octobre est de mettre la main sur lui.

Ces propos ont été imputés par le porte-parole du Pentagone au «*réalisme notoire*» de Rumsfeld, qui a quand même dû faire marche arrière le lendemain en s'affirmant certain que serait finalement capturée cette incarnation du «*Mal*», qui s'est encore manifestée jeudi par un communiqué signé diffusé par la chaîne de télévision qatarie al-Jazira.

Selon le *Washington Post*, des trafiquants de diamants auraient acheté, pour le compte d'hommes identifiés par le FBI comme des membres en vue d'al-Qaïda (le réseau de ben Laden), des diamants à vil prix aux rebelles du Front uni révolutionnaire (RUF) de Sierra Leone, maîtres des gisements diamantifères de ce petit État ouest-africain.

Les pierres auraient ensuite été revendues au cours le plus haut en Europe. Pour les sources citées par le *Washington Post*, ce trafic aurait eu pour objet de la part d'al-Qaïda d'anticiper le gel de ses avoirs financiers qui allaient suivre les attentats du 11 septembre.

«Je crois désormais que, pour tarir les fonds d'al-Qaïda et ses activités de blanchiment, il faut interrompre le flux des diamants. Cela porte sur des millions, peut-être même des dizaines de millions de dollars en bénéfices et recyclage», affirme un enquêteur européen anonyme cité par le *Post*. Un responsable américain estime cette hypothèse «*plausible, car les diamants ne déclenchent pas des alarmes aux aéroports, ne sont pas détectés par les chiens, sont faciles à dissimuler et facilement réalisable en liquide*».

Le *Washington Post* assure que les trafiquants de diamants qui viennent chaque semaine s'approvisionner à Monrovia avec des valises remplies de dollars sont triés sur le volet par Ibrahim Bah, un rebelle sénégalais formé en Libye et ancien de la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques.

Bush limite la publication d'archives présidentielles

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le président américain, George W. Bush, a défendu hier un décret controversé autorisant les présidents américains en exercice ou à la retraite à s'opposer à la divulgation de documents présidentiels.

En vertu d'une loi de 1978, les archives de la présidence peuvent être communiquées au public douze ans après le départ du président concerné, mais M. Bush a signé hier soir un décret les autorisant à s'opposer à leur publication. Cette décision a suscité une vague de protestations car elle risque d'entraver l'étude de l'histoire présidentielle et du processus de décision, notamment par les historiens et les journalistes, mais aussi par les citoyens en général.

Elle «*permettra aux historiens de faire leur travail tout en protégeant les secrets d'État. C'est pourquoi j'ai fait ce que j'ai fait*», a cependant expliqué hier le président américain à des journalistes. Selon des responsables de l'administration Bush cités par le *Washington Post*, la décision a été prise après qu'une demande de communication de quelque 68 000 pages de documents concernant la présidence de Ronald Reagan eut été déposée.

George Bush senior fut vice-président sous Reagan avant d'accéder lui-même à la présidence en 1989. En vertu du décret signé jeudi soir par son fils, si un président en exercice ou un ancien président demande à ce que les documents ne soient pas transmis, ce veto peut toutefois être contesté devant les tribunaux.

Washington poursuit le pilonnage de l'Afghanistan

Des spores du bacille du charbon sont découvertes au Pakistan

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Washington — L'aviation américaine a poursuivi hier le pilonnage des positions talibanes en Afghanistan, alors que des spores du bacille du charbon ont été découvertes pour la première fois au Pakistan et qu'aux États-Unis, les forces de sécurité restent sur le qui-vive dans la crainte d'une attaque terroriste, qui pourrait viser notamment le célèbre pont Golden Gate à San Francisco.

Le président George W. Bush s'est déclaré «*très satisfait*» des «*progrès*» réalisés sur le terrain afghan et affirmé que les États-Unis ne feraient «*pas de pause*» dans la campagne antiterroriste pendant le mois de jeûne musulman du ramadan, qui commence mi-novembre. Les critiques se sont multipliées récemment sur le manque apparent de résultats de la campagne militaire, tandis que plusieurs pays membres de la coalition ont souhaité une pause dans les raids pendant le ramadan.

Le Pakistan, pièce maîtresse du dispositif militaire américain contre l'Afghanistan, a connu ses premiers cas apparents de bioterrorisme, avec la découverte du bacille du charbon dans les locaux d'un journal, d'une banque étrangère et d'une compagnie d'informatique. Mais personne n'a contracté la maladie, selon les autorités.

Cette annonce survient au lendemain d'un appel au soulèvement contre «*la croisade anti-islamique*» adressé aux musulmans du Pakistan par Oussama ben Laden, accusé par les États-Unis d'être l'instigateur des attentats du 11 septembre. Cet appel semblait avoir peu mobilisé pour la prière du vendredi.

Les forces de sécurité avaient été placées en état d'alerte dans les principales villes du pays, mais moins de 20 000 personnes ont manifesté.

Une grande partie des Pakistanais désapprouve les bombardements américains, notamment en raison des victimes civiles, ce qui place le régime du président Pervez Mousharraf dans une position de plus en plus délicate.

Soucieux de préserver cet allié stratégique, le gouvernement américain vient de lever les sanctions économiques infligées en 1998 à la suite des essais nucléaires pakistanais et d'annoncer une aide économique de plusieurs milliards de dollars.

Quelque 1200 guerriers tribaux pakistanais ont franchi en armes hier la frontière afghane pour rejoindre les talibans, selon un parti islamique pakistanais. Jeudi déjà, un millier de volontaires avaient rallié l'Afghanistan.

Sur le plan militaire, l'aviation américaine a repris ses raids sur Kaboul hier soir, lâchant au moins deux bombes près de l'aéroport, sans s'attirer de riposte de DCA. Le pilonnage des positions talibanes s'était poursuivi dans la matinée, avec le largage par un B-52 d'un tapis de bombes à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul. Selon le «*consul général*» des talibans à Karachi, Rahmatollah Karkezaad, entre 70 et 100 soldats américains ont été tués depuis le début des opérations.



REUTERS

Pour les combattants de l'Alliance du Nord, il n'y a pas de fumée sans feu.

tions. L'information a été aussitôt démentie par la Maison-Blanche.

L'intensification des bombardements américains au nord de Kaboul laisse penser que les forces d'opposition se lanceront sous peu à l'assaut de la capitale. Selon les adversaires des talibans, de 8000 à 10 000 combattants se tiennent prêts à avancer vers le sud et à reprendre des zones perdues au profit des islamistes ces cinq dernières années.

Si Omar mourait...

Pour leur part, les talibans, qui contrôlent environ 90 % du territoire afghan, ont fait savoir, par la voix du gouverneur de Kandahar, qu'ils ne craignent pas les répercussions de la mort éventuelle de leur chef spirituel, le mollah Mohammad Omar.

«*Il n'y aura pas de panique*», a répondu le mollah Hasan Rehmani, gouverneur du bastion du mollah Omar, aux questions concernant les raids américains visant les positions talibanes et le mollah Omar. «*Nous sommes musulmans, nous sommes une organisation. Ces choses arrivent, mais une personne peut être remplacée par d'autres*».

Il a ajouté que le mollah Omar se trouvait dans la périphérie de Kandahar, sans savoir où exactement.

Les talibans ont aussi annoncé avoir arrêté jeudi soir un groupe d'opposants dirigé par Hamid Karzai, un partisan de l'ancien roi Zaher Shah et ancien vice-ministre

des Affaires étrangères, malgré l'intervention de quatre hélicoptères américains qui tentaient de les secourir. Hamid Karzai a réussi à s'enfuir et se trouverait «*dans les environs de Dehrawad*» dans la province d'Uruzgan (sud), selon son frère. Le Pentagone a fait état hier de combats dans le sud de l'Afghanistan entre des tribus et les talibans, tout en refusant de commenter les informations sur le groupe mené par Hamid Karzai.

Les militaires américains ont aussi annoncé le déploiement d'avions de reconnaissance supplémentaires et des avions sans pilote et précisé que le mauvais temps empêchait l'arrivée annoncée de renforts de forces spéciales américaines en Afghanistan.

Aux États-Unis, le gouverneur de Californie, Gray Davis, a fait état de «*menaces crédibles*» d'attaques contre des ponts dans cet État, notamment les célèbres Golden Gate et Bay Bridge à San Francisco.

La Chambre des représentants américaine a adopté jeudi soir un projet de loi renforçant la sécurité dans les aéroports et les avions.

Outre la menace d'une nouvelle attaque terroriste, les Américains vivent dans la crainte d'une épidémie de maladie du charbon. Une deuxième employée d'un centre de tri postal de Hamilton, dans le New Jersey, a contracté la forme respiratoire de la maladie, a annoncé le Centre de contrôle et de prévention des maladies, portant à seize le nombre de malades confirmés, dont quatre sont décédés.

Les Nicaraguayens vont voter sur fond de misère

Un Daniel Ortega messianique rêve de «terre promise»

MARIE-LAURE COLSON
LIBÉRATION

Onze ans après une guerre civile qui a fait près de 50 000 morts, les Nicaraguayens iront aux urnes demain, profondément divisés entre deux hommes qui symbolisent la fracture des années 80, sans pour autant disposer d'une véritable alternative.

Pour la première fois depuis qu'il a cédé le pouvoir, Daniel Ortega, le leader du régime sandiniste de 1979 à 1990, est à peu près aussi bien placé dans les sondages qu'un adversaire historique des ex-guérilleros, le libéral Enrique Bolanos. Mais les deux partis qui se présentent aux présidentielles se sont mis d'accord pour modifier la loi électorale de telle manière que les petits partis ne soient pas représentés, et la personnalisation du scrutin dissimule mal l'indigence de leurs programmes. Les électeurs indécis, estimés à 10 % sur les 2,7 millions d'inscrits, détiennent la clé du scrutin présidentiel et des législatives qui se tiendront le même jour, qui se déroulent sous la surveillance de 11 500 observateurs internationaux.

Impasse

Le retour des sandinistes comme seule force d'opposition illustre l'impasse politique et économique dans laquelle se trouve ce pays d'Amérique centrale. Après une décennie de néolibéralisme et de corruption, environ 70 % des Nicaraguayens vivent dans la misère.

L'agriculture est plombée par la sécheresse, la baisse des cours du café et la croissance proche de zéro, les réserves en devises permettent d'assurer tout juste trois semaines et demie d'importations et la dette extérieure de ce petit pays de quatre millions de personnes atteint 6,65 milliards de dollars. Le gouvernement du président Arnoldo Aleman laisse le pays dans un tel état de décrépitude que les deux candidats savent que la marge de manœuvre de celui d'entre eux qui entrera en fonction en janvier sera très faible. A défaut de pouvoir s'engager à redresser la barre, les deux candidats ont mené

une campagne essentiellement populiste.

Daniel Ortega, 55 ans, est apparu dans les meetings en chemise rose bonbon, la nouvelle couleur du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), autrefois «*rouge et noir*». L'homme qui a passé sept ans dans les geôles de l'ex-dictateur Anastasio Somoza avant de le renverser en 1979 et d'instaurer un régime marqué par une guerre sanglante contre la résistance «*contra*» a utilisé son charisme pour délivrer un message quasi messianique. «*Daniel*» prêche désormais «*la paix, l'amour et la réconciliation*» et appelle la population à rejoindre «*la terre promise*». Elle prendra la forme, dès son arrivée au pouvoir, promet-il, d'un bon équivalent à 1500 \$ aux familles les plus pauvres, en vaches, cochons, volailles et graines.

Son adversaire du Parti libéral constitutionnaliste (PLC), l'ancien chef d'entreprise Enrique Bolanos, est lui, dans son rôle: il propose aux électeurs «*de conclure un marché*». Incarcéré à deux reprises dans les années 80 pour avoir dénoncé les méthodes employées par les frères Daniel (président) et Humberto (chef des armées) Ortega, il s'est largement servi des attentats du 11 septembre pour dénigrer son adversaire. Les visages d'Oussama ben Laden, Saddam Hussein, Fidel Castro et Mouammar Kadhafi ont été utilisés dans des messages publicitaires pour mettre en garde les électeurs contre Ortega.

Les caisses sont vides

«*S'ils pouvaient voter au Nicaragua, ils voteraient Daniel*», affirme d'un ton ferme une voix du Parti libéral. De façon générale, l'ombre des États-Unis plane sur le duel entre les deux hommes. Dans son programme, Bolanos s'engage à investir des dizaines de millions de dollars dans les campagnes, dans les services de santé et dans la lutte contre le chômage... Etant donné que le président Aleman a profité de son passage au pouvoir pour puiser dans les caisses de l'État, Bolanos compte sur l'aide internationale. Si Daniel Ortega, qui fut l'ennemi numéro un des États-Unis, se dit aujourd'hui leur ami, Enrique Bolanos a déjà leur soutien. Le candidat libéral, qui a affiché dans tous les médias une



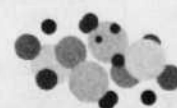
REUTERS

Ortega se veut l'ami des Américains.

lettre amicale adressée par le frère de George W. Bush, fait donc miroiter aux Nicaraguayens qu'il est seul capable «*d'entretenir des relations avec les États-Unis avantageuses pour son pays*». Washington ne l'a pas déçu qui, par la voix de son ambassadeur à Managua, a affirmé son inquiétude face à une victoire sandiniste: «*Ils seront jugés sur leurs actes. L'unique manière pour eux de regagner un peu de confiance de notre part serait de rétroceder immédiatement tous les biens confisqués aux Américains dans les années 80*», a déclaré M. Garza. Une position un tantinet ambiguë quand on sait que les biens réclamés appartiennent à des Nicaraguayens exilés aux États-Unis sous le régime sandiniste, qui ont pris la nationalité américaine.

Daniel Ortega a pour sa part demandé aux États-Unis «*le respect vis-à-vis du Nicaragua, un pays capable de prendre seul les décisions le concernant*». Mais il tient tellement à retrouver le fauteuil présidentiel, après ses échecs de 1990 et 1996, qu'il continue à faire du pied au grand voisin. Mercredi, lors de l'ultime réunion publique de leur leader, les militants sandinistes ont, en signe d'amitié, déployé un immense drapeau américain.

Nous déménageons, soldons !



BONALDO

3^e et 4^e étage, 105, St-Paul Ouest, Montréal
tél.: 514. 287. 9222
1 888 BONALDO

• LE MONDE •

ULSTER

Le retour manqué de David Trimble

MARTIN COWLEY
REUTERS

Belfast — Le protestant David Trimble, premier ministre démissionnaire d'Ulster, n'a pas réussi hier à se faire réélire à la tête de l'exécutif biconfessionnel nord-irlandais, deux voix de son propre parti, l'UUP, lui ayant fait défaut.

Sa défaite est un coup dur pour le processus de paix, alors même que, voici une semaine, David Trimble était sorti conforté de la décision de l'IRA d'entamer son désarmement et qu'il avait par conséquent décidé de tout faire pour reprendre les rênes du gouvernement.

«Je demande aux gens de ne pas perdre la foi, de ne pas désespérer du processus de paix, a déclaré Trimble à l'issue du vote. Je reste convaincu que nous parviendrons à nos fins et que nous ramènerons les choses dans une voie positive.»

Martin McGuinness, numéro deux du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a également déploré le résultat du vote et a appelé la Grande-Bretagne à convoquer de nouvelles élections.

«Les opposants au processus de paix ont eu leur heure, nous ne devons pas les laisser obtenir gain de cause», a-t-il expliqué aux journalistes.

Trimble, leader du parti unioniste d'Ulster (UUP), a rassemblé la majorité des suffrages des représentants des partis catholiques mais n'a pu obtenir un soutien de la majorité des protestants hostiles à l'accord du Vendredi saint.

Profondes divisions

Une vaste majorité s'est exprimée en faveur du Prix Nobel de la paix (72 voix pour, 30 contre), mais la défection de deux membres de son propre parti l'a laissé sous la barre des 50 % des voix exprimées par le bloc unioniste. Or, selon les termes de l'accord de paix, les décisions majeures du Parlement doivent réunir une majorité au sein de chacun des deux blocs. Il a manqué à Trimble une voix de majorité chez les protestants.

Ce résultat souligne une fois encore les profondes divisions qui affectent les partis protestants, certains doutant encore des véritables intentions de l'IRA.

Trimble s'en est pris violemment aux deux «dissidents» de sa propre formation, Peter Weir et Pauline Armitage, les accusant d'avoir agi «de façon déshonorante».

Pour sa défense, Peter Weir a affirmé que son objectif avait toujours été de voir émerger une Irlande du Nord stable et paisible.

Mais, faisant écho aux réticences des partisans de la ligne dure, il a estimé que l'initiative annoncée le mois dernier par l'IRA ne constituait qu'un acte cynique et sans lendemain, ajoutant qu'un véritable processus de désarmement imposait davantage.

John Reid, le secrétaire britannique pour l'Irlande du Nord, devait rassembler hier les partisans de l'accord du Vendredi saint.

Selon les observateurs politiques, la Grande-Bretagne pourrait intervenir dans l'urgence pour amener le processus de décision du Parlement biconfessionnel, jugé trop compliqué, afin d'assurer la réélection de Trimble. Un nouveau scrutin pourrait être organisé dans les 24 heures, estimait-on de même source.



David Trimble

REUTERS

EN BREF

Des affrontements font 31 morts au Cachemire

Srinagar (Reuters) — Au moins 31 personnes ont été tuées entre hier soir et aujourd'hui au Jammu et Cachemire, le seul Etat indien à majorité musulmane, a annoncé la police. Il s'agit du nombre de victimes le plus élevé en 24 heures depuis le 1^{er} octobre dernier, quand un attentat suicide contre le Parlement de l'Etat avait tué 38 personnes. Ce bilan inclut un civil, trois membres des forces de l'ordre indiennes et 27 rebelles musulmans, dont une vingtaine ont été abattus hier par les forces de sécurité indiennes lors de trois fusillades distinctes. Les affrontements se poursuivaient, selon la police. La violence a connu une escalade au Cachemire depuis le début des frappes américaines en Afghanistan.

Cinq Bosno-Serbes coupables de crimes contre l'humanité

La Haye (Reuters) — Cinq Bosno-Serbes ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité hier par le Tribunal pénal international de La Haye (TPI) pour la terreur qu'ils ont fait régner dans le camp de détention d'Omarska durant la guerre de Bosnie (1992-95). Quatre gardiens du camp et un chauffeur de taxi qui participait aux brutalités dans le camp ont été condamnés à des peines allant de cinq à 25 ans de prison à l'issue d'un procès qui aura duré 15 mois.

Vaccin expérimental anticharbon

Paris (AFP) — Un vaccin expérimental contre la maladie du charbon a été testé avec succès sur des rongeurs contaminés par le bacille du charbon à l'Institut Pasteur, selon une chercheuse, responsable de l'étude. Mais «plusieurs années» seront de toute façon nécessaires avant que l'homme ne puisse disposer du vaccin, a ajouté Michèle Mock, chef de l'Unité toxines et pathogénie bactérienne de l'Institut Pasteur, sur France Inter. Avant la survenue de contaminations aux Etats-Unis, les travaux de son laboratoire n'intéressaient guère, constate-t-elle. «Les événements tragiques vont peut-être modifier la donne», commente la chercheuse. L'enjeu est d'importance car il n'existe actuellement aucun vaccin satisfaisant pour l'homme, aux yeux des spécialistes.

Peres et Arafat se disent bonjour

Jérusalem (AFP) — Des Palestiniens ont tué un Israélien en Cisjordanie dans le seul incident armé grave survenu hier dans les territoires occupés, alors que Yasser Arafat et Shimon Peres ont repris contact en Espagne. Le président palestinien et le chef de la diplomatie israélienne se sont brièvement rencontrés à Formentor, aux Baléares, en marge d'un forum sur le Proche-Orient, sans toutefois parler du conflit. Un Israélien a été tué et un autre blessé par des tirs de Palestiniens près de Ramallah, a annoncé la télévision publique, sans préciser s'ils étaient des civils ou des soldats. Néanmoins, la journée d'hier a été relativement calme comparée aux 48 heures précédentes marquées par la mort de huit Palestiniens. La dernière rencontre Arafat-Peres remonte au 26 septembre.

Trésors engloutis

Paris (Reuters) — L'UNESCO a adopté hier une convention destinée à mettre hors la loi le pillage d'épaves anciennes ou de sites engloutis par les chasseurs de trésor. Ce traité sur la protection du patrimoine culturel subaquatique a été approuvé en assemblée plénière, a précisé un porte-parole. Il vise «à interdire le pillage en vue d'une exploitation commerciale et à donner la priorité à une préservation in situ du patrimoine subaquatique immergé depuis au moins 100 ans». Selon des estimations émanant de professionnels de la récupération d'épaves, il y a environ trois millions d'épaves non découvertes disséminées au fond des océans. Il y a aussi des cités englouties, telle Port Royal (Jamaïque), un port de commerce et repaire de pirates qui a disparu sous les flots après un tremblement de terre survenu en 1692.

Les pompiers en ont marre

New York (AFP) — Douze pompiers new-yorkais ont été arrêtés hier après qu'une manifestation de plusieurs centaines d'entre eux eut dégénéré en échauffourées avec des policiers, dont cinq ont été blessés légèrement. Les pompiers protestaient contre la réduction des efforts de secours décidée sur les ruines du World Trade Center, ruines qui contiennent encore les corps de nombre des leurs. Les manifestants ont brisé des barrières et certains se sont battus avec des policiers. Des pompiers arrêtés ont été menottés et inculpés d'agression et de résistance aux forces de police.

LE DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2001



Je vote!

ÉLECTION MUNICIPALE, NOUVELLE VILLE DE MONTRÉAL

Voter est simple !

- 1 Présentez-vous le dimanche 4 novembre 2001, entre 9 h et 19 h, à l'adresse inscrite sur votre lettre de rappel, sans oublier d'apporter aussi une des trois pièces d'identité prévues par la loi soit : la carte d'assurance-maladie, le permis de conduire, le passeport canadien.
- 2 Montrez votre pièce d'identité au scrutateur qui vous remettra une feuille de bulletins de vote, une chemise de confidentialité et un crayon marqueur.
- 3 Dans l'isoloir, votez sur la feuille de bulletins de vote en noircissant l'intérieur du cercle à la droite du nom des candidats de votre choix.
- 4 Placez ensuite la feuille de bulletins de vote dans la chemise de confidentialité.
- 5 Dirigez-vous finalement vers l'appareil de compilation électronique. Placez la chemise de confidentialité vis-à-vis de la fente de l'appareil. Votre feuille de bulletins de vote s'introduira dans l'appareil et vos votes seront enregistrés.



Où vais-je voter ?

Vous trouverez votre endroit de vote :

- Sur la lettre de rappel que vous avez reçue par la poste au cours de la semaine du 28 octobre ;
- En visitant le site Internet des élections www.transitionmontreal.org/election section « Où vais-je voter ? » ;
- En téléphonant au Centre d'appels (514) 864-1065, ouvert tous les jours, de 8h30 à 17 h.



Par ATS (Appareil de télécommunication pour personne sourde) (514) 864-9175

N'oubliez pas d'apporter votre pièce d'identité

Chaque citoyen a le privilège d'exercer son droit de vote. C'est pourquoi tous les électeurs devront établir leur identité auprès du scrutateur. Pour voter, vous devrez donc avoir en main une des trois pièces d'identité reconnues par la loi :

- CARTE D'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
- PERMIS DE CONDUIRE DU QUÉBEC
- PASSEPORT CANADIEN

514 864-1065 • www.transitionmontreal.org/electionÉLECTION
MONTREAL
4 NOVEMBRE 2001Pearson
Peacekeeping
CentreCentre Pearson
pour le maintien
de la paixMaintien de la paix :
Quels sont les moyens civils
et militaires du Canada ?

Le lundi 5 novembre 2001

Les opérations de maintien de la paix changent rapidement et deviennent de plus en plus exigeantes. Le Canada est-il toujours bien placé pour y œuvrer efficacement? Quelles sont donc les ressources civiles et militaires qu'il peut y consacrer? Quels rôles pour les Forces armées et pour les civils? Voilà quelques unes des questions auxquelles nos invités tenteront de répondre. Des questions d'autant plus actuelles que les événements du 11 septembre pourraient engager encore plus le Canada sur la scène internationale.

Inscription de 8h00 à 8h30.
Le colloque se déroulera de 8h30 à 17h00 à l'Hôtel Crowne Plaza,
505 rue Sherbrooke Est. Sherbrooke

Frais d'inscription : 50 \$. Étudiant 25 \$.
Pour de plus amples informations, communiquez avec le :

Centre Pearson pour le maintien de la paix
4750, rue Henri-Julien, 5e étage
Montréal, Québec
Canada, H2T 3E5

Téléphone : (514) 286-5959
Télécopieur : (514) 286-5604
Courrier électronique :
montreal@ppc.cdnpeacekeeping.ns.ca

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel:
petitesannonces@ledevoir.com

CHARME & PRESTIGE

DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS



L'ACADIE (PRES ST-JEAN)

35 min. de Montréal: Superbe maison québécoise (1847) pièces sur pièces, rénovation, 3 foyers, 10 pièces, 147 000 pieds carrés, boisé et étang avec maison de pierre (1758) à rénover pouvant servir d'atelier. 309 000 \$, négociable.

Par proprio: (450) 346-2920



GRANDS TERRAINS BOISÉS - RÉSERVE ÉCOLOGIQUE

BAIE DE CARILLON, LAC DES DEUX MONTAGNES
1 hre de Mt. Un écosystème de qualité exceptionnelle - oiseaux migrateurs, faune aquatique, pêche, forêt composée principalement d'érables argentés, de chênes bicolors, de frênes noirs. La diversité de la flore et de la faune confère à cet environnement un cachet unique d'une grande quiétude. Terrains prêts à bâtir. Financement disponible.

Maria Bélanger La Capitale (514) 944-6789 Propriétaire (450) 537-8113



AHUNTSIC

Près de l'Hôpital Sacré-Cœur
Propriété complètement renouvelée avec goût et qualité. Tous les planchers en lattes sauf s-sol - toiture 2000. Beaucoup de rangement - très beau jardin - près de tous les services - Faut voir!

Karen Kazandjian (514) 333-3000
Re/Max 3000 inc.



À MELBOURNE

CANTON DE L'EST

Bord rivière sauvage, 26 acres vallonnées, belle maison tout bois. Grand salon, salle à manger et cuisine aire ouverte - Foyer 5 chambres. À voir

Nicole Gautier enr. - (819) 826-2348
Courtier immobilier agréé

Pour annoncer dans cette section, communiquez avec Jacques A. Nadeau • (514) 985-3322 • 1 800 363-0305 • janadeau@ledevoir.com

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit



AVIS

À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

100

VISITES LIBRES

OUTREMONT - SANCTUAIRE
Magnifique condo 1756 p.c., spa-cieux, très éclairé, 2 c. 2 sdb, terrasse 512 p.c., garage, portier pisc., gym. Prix réduit à 329 000 \$ E. LABELLE
N. CLEMENT 271-2131

OUTREMONT. Condo rénové ayant gardé tout son cachet. 1 440 p.c., 2 ch. + bureau, stat. Dim. de 14h à 16h au 834 D'Avoy
MICHEL LAMARRE 270-4222

VIEUX-MONTREAL
20 des Soeurs Grises #112, code 10. Dim 14h à 16h.
Unique lot 1454 p.c. + logia 150 p.c., cachet, industriel et design. Deux magnifiques terrasses privées. Piscine sur le lot et garage. Prix revise 347 000 \$
JACQUES PERRON - 281-5501

PROPRIÉTÉS À VENDRE

LACHUTE
Club de golf
Grande et luxueuse résidence sur le golf de Lachute. Conception architecturale des années 60. De style Zen. Aire ouverte, 4 c. 2 sdb, garages int. (2) et ext. (5). Paysage idéal pour professionnel; poss. bureau, entrée indépendante.

DIANE CLEMENT ET JOHANN DECELLES
(450) 229-9911, (514) 996-5704
Groupe Sutton orl

STE-ADELE SOMMET BLEU
Magnifique villa sur 2 étages, à aire ouverte, 3 c. 2 sdb, vue spectaculaire sur Mont St-Sauveur.
www.visitnet.com/dcllement

DIANE CLEMENT
(450) 229-9911

LONGUEUIL. Domaine Bellevue
Cottage spacieux, 8 pièces, thermopompe, foyer. (514) 237-2357

N-D-G-COM
YVAN PELLAND
Century 21 Vision Ltee 489-2780

OUTREMONT limites
Domaine urbain de 11 000 p.c. de style anglo-normand, jardin, bassin, piscine, pavillon, 12 pièces, 6 c. 4 s. sdb, foyer, gar., stat. ext. (4). 895 000 \$ Soyiez les bienvenus. 5640 Stirling Dim. 14h-16h E. LABELLE, N. CLEMENT 271-2131

103

CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

OUTREMONT. Condo 2 600 p.c. 2 étages, 3 c.c., 2 s. de b., foyer, 3 terrasses, garage, rénové au complet. 345 000 \$. 274-3854

OUTREMONT - Condo 2e étage, 512 rénové, face au parc Kennedy. Stationnement. Vente privée.
(514) 733-9413

OUTREMONT ADJ. Profitez d'un ensoleillement maximum dans ce haut de 2x. Ce spacieux condo rénové à 3 ch. + 1 bureau, 2 salles de bain, une terrasse, un garage et un stat. 239 000 \$
MICHEL LAMARRE 270-4222

STE-ADELE
Luxueux condo, maison de ville, 3 c.c., 2 1/2 s. de bain, foyer, piscine, lac, ski. Nég. (514) 385-6849

103

CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

VIEUX-MONTREAL
Un numéro suffit: 489-2780
YVAN PELLAND, Century 21 Vision Ltee

105

PROPRIÉTÉS À REVENUS

PLATEAU Superbe 5X, 419 419 p.c., 2 ch., 2 sdb, 2 garages int. (2) et ext. (5). Belles boiseseries, cachet unique!

121

ESTRIE

CNT SUTTON
Lot 5 ac. boisé, ruisseau, COWANSVILLE
239 000 \$ Loyaliste en brique (circa 1890) 4 c. 2 sdb. Belles boiseseries, cachet unique!

MONT SHEFFORD
329 000 \$ Le nec-plus sur (+) 2 ac avec vue panoramique. Maison de pierre au décor chaleureux. 4 c. 2 sdb, 2 1/2 sdb, garage.

MIREILLE LEMAÎTRE
(450) 242-2000
R.A. Or

KNOWLTON-Cachet européen, maison de brique, 4 c. 3 1/2 s. de bain, foyer, 1 acre 310 000 \$

BROME-Eglise en pierre 1842 transformée en résidence, 3 c. 3 sdb, grande cheminée, 1 acre, piscine, 275 000 \$

LAC BROME à deux pas. Demeure superbe 3 c.c., 2 foyers, piscine, jardin de vivaces, 1 6 acres, 259 000 \$

LOIS HARDACKER
(450) 242-2000
R.A. Or

CANTONS DE L'EST, charmant petit chalet, bord de l'eau. A voir 57 500 \$ (514) 384-6811

MAGOG - Panorama sur lac et montagne. Résidence 14 pièces, 2 acres (poss 5 ac.), gar. pisc.

MAGOG - Superbe terrain, 3 acres, très beau boisé, site enchanteur. MICHEL COUSINEAU, (819) 565-7474

125

HORS FRONTIÈRES

COSTA RICA
A vendre ou à louer, jolie maison dans village sur la playa Tambor. (450) 442-4469

132

CHALET

CHALET CONDO À VENDRE. MONT STE-ANNE
3 c. 2 sdb, foyer. Déjà loué. (418) 656-0639

135

TERRAINS

METIS-SUR-MER
Bord de l'eau, magnifiques terrains. (450) 972-1237

135

TERRAINS

Sainte-Catherine-de-Hatley
Ch. du Lac, vue Mt Orford
Vue et accès Lac Magog.
Prêts à bâtir
Visite virtuelle:
www.geocities.com/ausoleilcouchant
1 800 511-2484

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC Rue tranquille, beau 4 1/2 rénové, semi s-sol, tr. éclairé, bois franc. Idéal pers. seule. 5105 chauffé. (514) 387-4014

CARRÉ ST-LOUIS sur Laval, superbe 6 1/2 de maison unique, boiseries, balcons. 2 250 \$ 843-7314

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

METRO SHERBROOKE (Accès direct) 119, 314, 414
Vue Mt-Royal, balcon, Elec, clim. chauffé, frigo, cuisinière, PISCINE, sauna, buanderie 281-1551 un-ven

MOREAU & SHERBROOKE
Grand 7 1/2 aspect t. r. de c., bois franc, alarme, stat., jardin. Entièrement rénové avec goût. Isolation. 2 min. métro. 1 250 \$ libre. 255-0426

MTL-NORD, près Gare, 5 1/2 bds duplex, franc, garage, tr. terrasse, jardin. 8955 chauffé, éclairé. Idéal s. retraits. 986-1740 (page 2)

OUTREMONT
Grand 6 1/2 face Mont-Royal, r. de c., cuisinière, tranquillité. 1er nov. 1 300 \$ 271-2730

PIED-À-TERRER dans appartement haut de gamme. Vieux-Québec
Disp. jan. 500 \$/m. (418) 265-2993

V. SAINT-LAURENT - 6 pièces (2 c.) haut de duplex, près services, face parc. Libre 1er déc. 650 \$/m. (514) 761-8055

WESTMOUNT Victoria Village 7 1/2, haut duplex, tr. éclairé, style victorien, rénové, insonorisé. Prés. mltro et services, libre imm. 1925\$/mois chauffé. 487-3374

PLATEAU 512, style, bien situé, tranquille. 800\$/mois tout inclus, saut tel. 1er jan. 1er sept. (négo). 521-3849 stonewall@arobas.net

161

SOUS-LOCATION

PLATEAU 512 MEUBLÉ, de janvier à juin 2002. 2 c. 2 sdb. Tout compris. 1 200 \$/m. (514) 598-8639

PLATEAU 6 1/2, style, bien situé, tranquille. 800\$/mois tout inclus, saut tel. 1er jan. 1er sept. (négo). 521-3849 stonewall@arobas.net

164

CONDOMINIUMS À LOUER

PRES METRO ROSEMONT
Pour 4 mois, condo neuf, tout équipé. 2 ch. c. stat. ext., 1800\$/mois. (514) 219-4619

165

PROPRIÉTÉS À LOUER

Orford-sur-le-lac, 2000, 12 pièces, 4 c.c., platond en bois haut de 18 pieds, vue panoramique, foyer, billard, cinéma, 9500 \$ + par semaine. (514) 766-4708

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

PARIS ***
Superbe appart., 3 1/2, meuble ancien, 1 équipé, 2 4 pers., parc. Disp. sem./mois. (450) 968-0262

AFFAIRES: PARIS OU CANNES
Spacieux appartements ensoleillés. Proche gares/événements/piscine. 700-800\$/sem. (514) 845-4425

BRÉSIL

BAHIA

eau vive.ca

NICE, vue mer panoramique, 2 chambres sur verdure, terrasses, quartier élégant et calme, ambiance italo-provençale. Tel/fax: 011-33-6-07-51-15-77 bellesplaisances@hotmail.com

PARIS AUTREMENT
Plusieurs appart. de particuliers à louer partout dans PARIS. J.-C. Dubord, Voyages Quorum Carlson Wagonlit. (514) 766-4630

PARIS BEAUBOURG. Bel app., idéalement situé. Tr. gr. deux pièces, tr. lumineux, 700 p.c. Entièrement équipé, internet, 750 \$/sem. Libre après 15 nov. pierre@tobedoo.com (514) 572-6869

PARIS XVe. coin Leclapour et Convent. 3 1/2 rénové, tout équipé. Semaine ou mois. Immeuble Art Déco, rue très calme. (450) 465-9014

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

PARIS XVIII Studio mod. Terrasse Calme, vue pano, Sacré-Cœur, Montmartre, tt. équ. 514-486-1444

PROVENCE Mas du XVIII s., entièrement rénové. It. équipé, 3 c.c., 2 s.b., cour intérieure, jardin, vue magnifique, 30 min. Avignon. Prop. (514) 937-7008

175

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Eastman, panorama exceptionnel, tranquillité, sem./mois. (514) 481-6352

176

CHALET À LOUER

CHALET D'HIVER. Tout équipé, 2 c. foyer, site exceptionnel. Ski alpin (Orford), ski de randonnée, raquette. 1 déc. au 1 av. exclusivement. Tout compris. (450) 347-6494, (450) 357-4728

ENTRELACS. site exceptionnel, grand chalet 2 étages, foyer, poêle à bois, tout équipé. Ski alpin et de randonnée. 1er janvier au 1er avril, 3 500\$/tout compris. (450) 972-2043

LA CONCEPTION 20 min. Mt-Tremblant, 3 c.c., période 5 à 6 mois, 1000\$/mois. (450) 967-9277

METIS-SUR-MER - Bord de l'eau. Maison 4 c.c., 2 s.b. Sem/Mois/Saison (418) 936-3993

177

GÎTES, SÉJOURS ET COUETTES / CAFÉ

PLATEAU, Chambre 1-2 pers., court séjours, cuisine. 300\$/sem. 526-1916, 842-3329, voyage@videotron.ca

190

GARAGES, PARKING

EDOUARD-MONTPEIT (coin Stirling et Willowdale), stationnement dans garage chauffé. 271-4168

192

ON DEMANDE À LOUER

QUÉBEC - HAUTE-VILLE
Chambre ou petit apt 1 équipé. Janvier à avril 02. (450) 688-1424

251

BUREAUX À LOUER

OUTREMONT
40, chemin Bates. Lumineux, climatisé, moderne. Libre. Parking privé. 481-4338

259

ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER

ESPACES INDUSTR. & COMM. à louer. Idéal pour ateliers, de 500 à 5 000 p.c., près métro, adjacent canal Lachine. (514) 932-4850

MAGNIFIQUES LOFTS commerciaux à louer près Canal Lachine. Chauffage, éclair. ind. (514) 932-4850

301

ŒUVRES D'ART

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

307

LIVRES ET DISQUES

BONHEUR D'OCCASION Librairie d'expérience achetée à domicile: philosophie, sciences, littérature et beaux-arts. Livres anciens ou rares. 4487, rue De La Roche 914-2142

BOUQUINERIE ST-DENIS achetée à domicile: littérature, philosophie, arts, livres anciens. (514) 286-5567

VENTE DE LIVRES (plus de 1 000) Anciens et nouveaux + quelques babioles. Samedi 3 nov., 9h à 16h, 745, rue Deguire (angle Champlain). V. St-Laurent

325

INSTRUMENTS DE MUSIQUE

PIANO À QUEUE 1991 Young Chang G185 (61") réglé-timbrié, accord stable, hum./deshum. intégré. Valeur: 15 000 \$ (514) 596-0467

PIANO DROIT "SAMICK SU-121" Laqué noir. État neuf. 3 800 \$ 270-6870

390

DIVERS

TAPIS PERSANS (16), superbes pièces, venant d'une résidence de Westmont. Du proprio. 808-2295

408

SECTEUR CULTUREL

Chef de file des magazines de santé et psychologie au Québec
cherche
JOURNALISTES CHEVRONNÉS.
Français impeccable exigé.
Faire parvenir lettre de présentation et article non révisé à
redaction@vl.videotron.ca

401

POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS

Les personnes ayant récemment posé leur candidature au poste de **Directeur ou Directrice, Division des arts, Conseil des arts du Canada**, peuvent communiquer en toute confiance avec M. Paul Champ, Raven Allen Cameron et Ballantyne, au (613) 567-2901.

450

EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS/TRICES vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 46 000 \$ à 90 000\$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO (416) 975-5252 poste 305

508

SERVICES FINANCIERS

VOUS PENSEZ À LA PRÉ-TRAITE!
Avez-vous vraiment les moyens d'arrêter de travailler maintenant? Pour une opinion gratuite et professionnelle, appelez maintenant le
(514) 943-4999 (24h)

530

COURS

ANGLAIS (ACT, SAT, TOEFL) par Ph. D. 8h/200\$. 489-3801

COURS DE RÉDACTION
Prospectus gratuit. 450-672-4893

Profitez de la crise! Sécurité-investigation. Cours joursoir, salaire alléchant, placement 100%. Besoin urgent. F.I.S. (514) 325-3241

562

PEINTURE, PEINTURE

LE MAÎTRE DU RÉSIDUEL. Peintre-Plâtrier-Calfeutreur. Depuis 89. Réf. (514) 704-3440

##

LE DEVOIR

CULTURE

CONCERTS CLASSIQUES

La musique de Beethoven incarnée

FESTIVAL BEETHOVEN PLUS LORTIE

L. van Beethoven: Sonate en mi majeur, op. 109; Sonate en la bémol majeur, op. 110; sonate en do mineur, op. 111. Louis Lortie, piano. Salle Pierre-Mercure, le 1^{er} novembre 2001.

FRANÇOIS TOUSIGNANT

Voici un curieux article, qui clôt ce suivi de la présence de Louis Lortie jouant Beethoven en nos pauvres murs. Le propre de l'humanité est toujours de se transcender; celui du créateur, d'en ouvrir la voix, celui de l'interprète, d'en montrer les chemins, celui du critique, d'en témoigner comme, il faut bien le dire ici, une sorte de pèlerin qui s'attache à un sentier vers l'ailleurs. Notion qui fait chou blanc en ces jours où la moindre chansonnette industrielle rapporte mieux, dollars obligent, alors que l'art, lui, se défend cruellement sans dollars. Louis Lortie, fait chevalier de l'ordre du Québec à l'occasion de ce festival hors normes, a terminé un surhumain exploit — et la Céline qui se trouve bonne d'avoir accouché d'un bébé éprouvette peut aller se rhabiller!

Concert difficile. Les trois dernières sonates pour piano de Beethoven sont tout sauf de la petite bière. Je tiens donc la méthodologie au service de la chronologie du déroulement. De l'opus 109, quelles merveilles (notez le pluriel) n'at-on pas assimilées! Un exemple entre tous, la manière dont Lortie arrive — et ici il est seul à accomplir cette vérité —, dans les variations, à faire entendre la simultanéité de la décomposition binaire et ternaire de la musique en une reconstruction mélodique qui est plus que le respect de l'indication du compositeur (Gesangvoll, mit innigster Empfindung «Plein de chant et d'une émotion intimement intérieure»), une vraie incarnation.

Voilà le mot lancé, ce dernier récital, tant pis pour les clichés, fut l'incarnation de la musique de Beethoven. Avec l'op. 109, la musique est souveraine car le pianiste s'est transformé en demi-dieu.

Pour la sonate suivante, l'op. 110, il faut reconnaître que Lortie fut à son meilleur. Votre humble scribouillard doit cependant admettre que cette sonate, très belle, le dépasse de mille lieues. Quel est le miracle alors: on sait qu'il y a matière à comprendre, même si la «préhensibilité» reste bien au-delà de ce que, pauvre mortel, le génie nous livre.

Lortie ne nous ménage pas ici. Heurts, pleurs et cœurs s'unissent en une curieuse dissonance, avec arrière-goût amer, et simultanément séduisante. Ce que la musique a de plus rébarbatif est là: Lortie nous le dit avec ses doigts et, plus que l'évaluation de l'interprète, c'est l'évaluation du récepteur qui est en cause chez tous ceux qui entendent cette sonate ainsi.

L'opus 111 est prétexte à bien des gloses que Lortie, s'il y participe un peu, dénie. Le total chromatique passe et repasse, il en jouit (et nous aussi); c'est l'introduction. On passe ensuite à une sidérante manifestation de la foudre qui se calme dans les variations (encore, oui, mais tel est le génie de Beethoven).

Pâmoison devant la manière de faire, même devant le maniérisme. La mélodie est cloche qui s'efface au grave ou se met à tinter au suraigu. Cet artiste sait peut-être doser les effets; chose certaine, il ne sait pas se modérer et, devant l'intensité de ce qu'il a à défendre, il nous rive sur notre siège. On voudrait être objectif? Impossible! Lortie a compris — a fait comprendre — que le sujet est l'Art.

À Vienne, on a fait deuil municipal lors de la mort de Beethoven. C'est l'écho en notre âme: c'est déjà fini. Ou peut-être que c'est ici que tout commence?

MONSTERS INC.

Réalisation: Pete Docter. Coréalisation: Lee Unkrich et David Silverman. Scénario: Andrew Stanton et Daniel Gerson. Voix: John Goodman, Billy Crystal, James Coburn, Jennifer Tilly, Steve Buscemi, Mary Gibbs, John Ratzenberger, Bonnie Hunt. Musique: Randy Newman. Animation. 90 minutes.

ODILE TREMBLAY LE DEVOIR

L'équipe Pixar-Disney est derrière ce *Monsters Inc.*, film d'animation sur ordinateur attendu avec beaucoup d'impatience. La formule avait donné *Toy Story 1 et 2* ainsi qu'*A Bug's Life*. Ces trois films furent de francs succès auprès des enfants. Le drôle et rebondissant *Toy Story* avait su, en plus, séduire de son côté une clientèle d'adultes.

D'où la hâte des mordus, tous âges confondus, de savourer ce *Monsters Inc.* Hélas! les monstres nous ennuiant ici un brin, et ce qui est plus grave, je les soupçonne de décevoir aussi les enfants, leur premier public cible. Dans la salle, hier, ils ne riaient guère, ces petits-là. Mauvais signe.

L'animation repose pourtant sur l'excellente idée de mettre en scène une entreprise de monstres chargés de terrifier les enfants avant le coucher. Ladite entreprise récompense les plus effroyables de ses membres. Or les monstres sont eux-mêmes terrorisés par les enfants et craignent par-dessus tout qu'ils ne pénètrent dans leur univers. Jusqu'ici, tout va bien du côté de l'intrigue.

Les deux héros de l'histoire, un gros ourson sympathique et un cyclope roulant, se révèlent de braves bêtes qui adoptent d'ailleurs la petite fille égarée dans l'usine à peur.

Les deux pôles sont en place et on attend les étincelles du choc. En vain.

Scénario sans dents

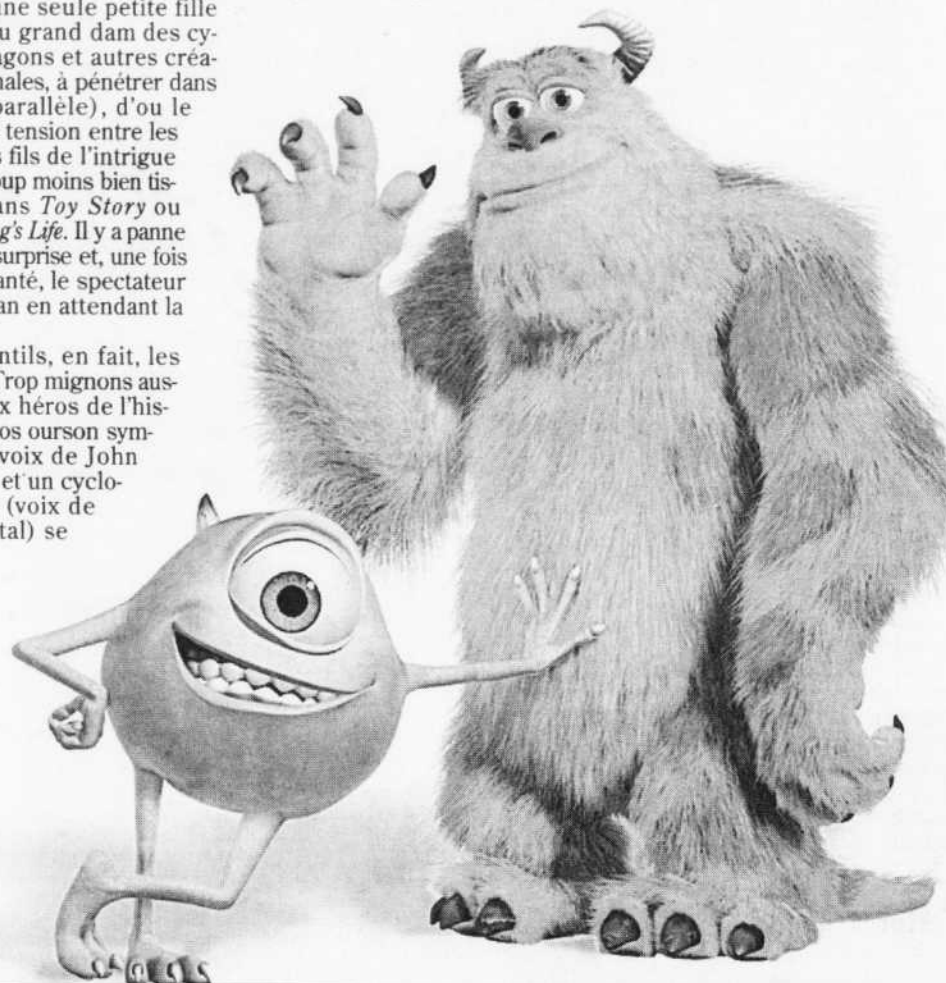
Comment gâcher une animation avec ces ingrédients de premier choix? Après tout, l'horreur ne fascine-t-elle pas toujours, les tout-petits en premier chef? La réponse réside dans un scénario privé de dents qui n'arrive pas à captiver, dans des personnages auxquels le public ne parvient guère à s'identifier. Il y a trop de monstres et pas assez d'enfants dans cette histoire (une seule petite fille réussira, au grand dam des cyclopes, dragons et autres créatures infernales, à pénétrer dans l'univers parallèle), d'où le manque de tension entre les camps. Les fils de l'intrigue sont beaucoup moins bien tissés que dans *Toy Story* ou même *A Bug's Life*. Il y a panne d'effets de surprise et, une fois le décor planté, le spectateur reste en plan en attendant la suite.

Trop gentils, en fait, les monstres. Trop mignons aussi. Les deux héros de l'histoire, un gros ourson sympathique (voix de John Goodman) et un cyclope roulant (voix de Billy Crystal) se

révèlent de braves bêtes qui adoptent d'ailleurs la petite fille égarée dans l'usine à peur. L'animation reposera tout entière sur la tentative de cacher l'enfant, puis de la rendre à son univers. Ce qui est, tout compte fait, bien mince. Le monstre ourson s'est bien entendu attaché à la petite fille et les violons du film sont au programme.

Au-delà des dessins sur ordinateur, pas si spectaculaires que ça, le succès de *Toy Story* tenait à son brillant scénario sans temps morts, qui

savait surprendre d'une scène à l'autre, et sur des profils des personnages remplis de trouvailles. Ici, aucun héros n'est vraiment original. Rien ne vient secouer ni surprendre le spectateur. Même les dessins apparaissent assez quelconques. Il est possible que les tout-petits adoptent quand même ces monstres-là, qui leur livrent les recettes habituelles de l'émotion hollywoodienne, mais ils ne feront pas de découvertes. Et leurs parents encore moins.



Campagne de vaccination gratuite contre la

GRIFFE

pour les 60 ans ou plus et les personnes à risque

Faites-vous vacciner!

C'est le moyen le plus efficace de vous protéger contre la grippe.

Ce qu'il faut savoir:

- On peut mourir d'une grippe.
- La grippe est contagieuse. Tout le monde peut l'attraper et la transmettre.
- La grippe et le rhume, c'est différent. Le vaccin est efficace contre la grippe, mais il ne protège pas contre le rhume ni contre d'autres infections respiratoires.
- On peut prévenir la grippe en se faisant vacciner tous les automnes.
- Le vaccin ne donne jamais la grippe, car il ne contient aucun virus vivant.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux considère que la vaccination est le moyen le plus efficace de se protéger contre la grippe.

Santé et Services sociaux

Québec

www.msss.gouv.qc.ca/grippe

Solange CHAPUT-ROLLAND



1919-2001

“ C'est au lecteur de réagir avec ou contre moi. Je lui laisse toute liberté d'aimer ou de ne pas aimer ma façon de dire les choses. Au-delà, c'est ma liberté qui chante...”

Solange Chaput-Rolland
Le Tourment et l'Apaisement

Libre Expression

LE DEVOIR

LES SPORTS

Le Canadien montre des signes de faiblesse

Pas de panique, mais il faudra y voir

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

Calgary — Michel Therrien était dans de meilleures dispositions lorsqu'il a rencontré les médias après l'entraînement d'hier au Pengrowth Saddledome. Il avait eu le temps de s'entretenir avec quelques-uns de ses joueurs en vue du match d'aujourd'hui contre les Flames de Calgary. Les joueurs avaient également eu l'occasion de se réunir.

Il serait faux de prétendre que l'entraîneur du Canadien avait digéré la cinglante défaite de la veille à Vancouver. On n'oublie pas aussi facilement un revers de 4-0 subi de façon aussi humiliante. « Cette défaite est inacceptable », avait-il déclaré dans une rage à peine contenue. On a joué sans fierté. Il y en a qui entendaient des coups de patin et qui se débarrassaient de la rondelle. »

Douze heures plus tard, Therrien paraissait plus serein mais tout aussi déterminé à remettre l'équipe sur ses rails. « On doit lutter pour avoir du succès, a-t-il rappelé. Il faut être prêt à tout pour gagner. Il faut accepter une mise en échec pour faire un jeu. On va créer d'autres revirements si on continue à se débarrasser de la rondelle », a-t-il insisté.

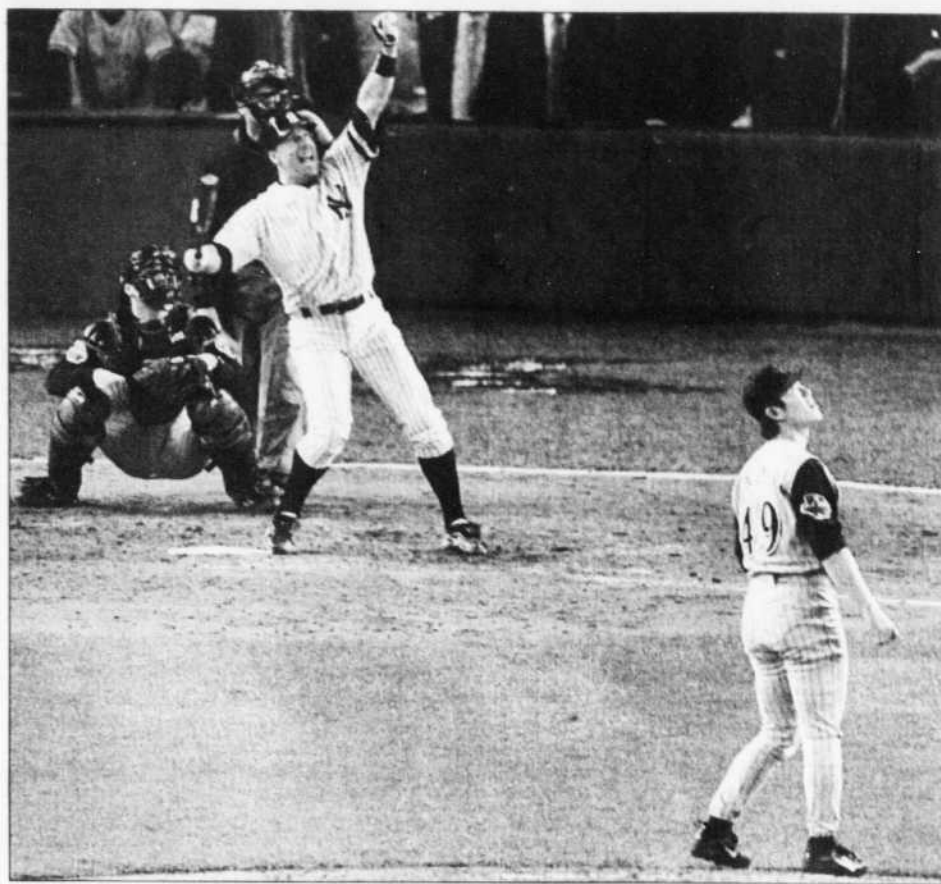
Therrien n'est pas prêt à tirer la sonnette d'alarme même si le Tricolore vient d'encaisser une sixième défaite en sept matchs. De plus, l'équipe n'a marqué que dix buts en sept rencontres. « Ce genre de match arrive au fil d'une saison. Il faut seulement se regrouper après s'être parlé dans le blanc des yeux. Les gars ont de la fierté », a-t-il assuré.

Puis, philosophe, il a ajouté: « C'est facile de vivre avec les qualités de quelqu'un. Mais il faut aussi apprendre à vivre avec ses défauts. C'est comme dans un couple. Un club de hockey n'est pas différent d'une famille ou d'une entreprise. C'est la vie. »

Malgré ses récents déboires, le Canadien présente un dossier de 5-6-1 et n'est qu'à cinq points des Maple Leafs de Toronto en tête de la division nord-est. « On ne paniquera pas, a-t-il promis. On a fini le mois d'octobre avec une fiche de .500. Mais il faut réagir. On a trébuché d'aplomb à Vancouver. On va voir maintenant comment le club va s'en remettre. Notre situation est loin d'être catastrophique en vue des séries, a-t-il ajouté. On a une bonne saison jusqu'ici. Il faut seulement continuer pour ne pas se retrouver, fin novembre, dans la même situation que l'an dernier. »

Revenir à la base

Le vétéran Joé Juneau croit que le Canadien peut se remettre rapidement de la défaite face aux Canucks. « On doit revenir à du hockey de base, a-t-il dit. Depuis quelques matchs, les gars pensent trop à marquer. Il se crée un trop grand espace entre les défenseurs et les attaquants. C'est pourquoi on a autant de difficultés dans notre zone. Il faut revenir à un jeu d'équipe sans se préoccuper des buts et des points. C'est si facile de s'éloigner du système. Je suis convaincu que les buts vont venir si on joue mieux dans notre zone. Contre les Flames, on veut seulement disputer un bon match. Les bons résultats devraient suivre », a fait valoir le patineur de Pont-Rouge.



Scott Brosius exulte après avoir frappé le coup de circuit qui a créé l'égalité en neuvième manche du match de jeudi tandis que le lanceur des Diamondbacks, Byung-hyun Kim, constate les dégâts.

La magie des Yankees

ASSOCIATED PRESS

New York — Une fois, c'était déjà remarquable. Mais deux fois? En autant de soirs? Même Joe Torre et les Yankees de New York n'y auraient pas cru.

Quelques minutes après le coup de minuit, dans la nuit d'hier, les Yankees ont encore une fois fait un mauvais parti au releveur coréen Byung-hyun Kim, des Diamondbacks de l'Arizona.

Un dramatique circuit de deux points de Scott Brosius après deux retraits en fin de neuvième manche a permis aux Yankees de créer l'égalité 2-2 et d'enlever finalement le cinquième match de la Série mondiale par 3-2 en 12^e manche, à la suite du simple gagnant d'Alfonso Soriano.

Alors que tout semblait perdu pour la formation new-yorkaise, Brosius a réédité l'exploit de Tino Martínez lors du quatrième match. Il a retrouvé une offrande de Kim dans les gradins de gauche. Jorge Posada avait entamé la fin de la neuvième reprise avec un double au champ opposé.

Lors du quatrième match, Kim avait cédé un circuit égalisateur de deux points à Martínez, également après deux retraits en fin de neuvième. Derek Jeter avait alors mis un terme au match avec un circuit de son cru, toujours contre Kim, cette fois en 10^e reprise.

Incroyable

« Je ne peux pas être surpris. La même chose s'était produite la veille, a dit Torre. Mais je n'ai jamais géré deux matchs aussi incroyables de suite. »

Dès que Brosius a créé l'égalité, peu de gens ont douté de l'issue de la rencontre, particulièrement au Yankee Stadium, où la formation locale remportait un dixième match consécutif en Série mondiale. « La situation était la même que la veille et le résultat a lui aussi été similaire », a dit Brosius.

Les Yankees sont devenus la première équipe de l'histoire à remporter deux matchs de suite en séries d'après-saison après avoir accusé un retard après huit manches de jeu. « On sait ce qu'ils [les Diamondbacks] doivent penser: "Ce n'est pas possible." Pas un soir, mais bien deux soirs de suite », dit le

partant des Yankees, Mike Mussina. « Je pense que nous ressentons tous les mêmes émotions qu'il y a 24 heures. »

Chuck Knoblauch a entamé la 12^e avec un simple et a été poussé au deuxième but par Brosius. Soriano a alors tranché le débat face au releveur Albie Lopez. Knoblauch a devancé de justesse le relais du voltigeur de droite Reggie Sanders. « Je ne veux pas manquer de respect envers les partisans ou les joueurs des Diamondbacks, mais on a le droit d'être surpris tellement un tel exploit est incroyable », a dit Knoblauch.

Le relais de Sanders aurait pu battre de vitesse Knoblauch au marbre, mais la balle qui a fait un bond au sol n'a pu être maîtrisée par le receveur Rod Barajas. « On ne peut pas gagner tous les matchs. On aimerait gagner tous les matchs, mais les Yankees sont durs à battre à domicile et nous le savons », a dit le gérant des Diamondbacks, Bob Brenly.

Heureux

Critiqué pour avoir retiré Curt Schilling dans le quatrième match après sept manches de jeu, Brenly a fait de même dans le cinquième en retirant Miguel Batista avec une avance de 2-0 en huitième. Greg Swindell a toutefois mis fin à la menace en retirant Martínez sur un faible ballon.

La salle comble de 56 018 spectateurs présente au Yankee Stadium a alors hurlé sa joie quelques minutes plus tard quand elle a constaté que Kim s'amenaient au monticule pour la neuvième manche. « C'est notre "stopper". Il voulait la balle dans une telle situation », s'est défendu Brenly.

La sixième rencontre sera présentée ce soir à Phoenix. Randy Johnson, qui a limité les Yankees à trois coups sûrs dans le deuxième match, sera le partant des Diamondbacks. Son vis-à-vis sera Andy Pettitte.

Paul O'Neill, célébré par les fans des Yankees lors de ce qui était visiblement sa dernière joute à New York, n'en revenait pas encore. « Je ne peux pas penser à une meilleure façon de conclure mon dernier match au Yankee Stadium », a dit O'Neill. Tu ne veux pas te retrouver dans une telle situation chaque soir, mais ça donne du baseball excitant. »

La Corée du Sud souffre

PRESSE CANADIENNE

Séoul — Byung-hyun Kim a un pays derrière lui. Une contrée qui est prête à célébrer la participation de son premier fils à la Série mondiale de baseball.

Jusqu'ici, c'est plutôt décevant. « C'est trop cruel, même dans un film ou un roman de fiction », a titré le principal quotidien du pays, *Dong-Ah Ilbo*, dans son édition d'hier. Pour un deuxième match de suite, le releveur des Diamondbacks de l'Arizona a cédé un circuit de deux points après deux retraits en fin de neuvième manche aux Yankees de New York, qui ont remporté chaque match en manches supplémentaires. « Byung-hyun Kim. Encore », se lisait la manchette des pages sportives du journal *Hankyoreh*.

Les réseaux de télévision de la Corée du Sud diffusent les rencontres en direct. Les employés de bureau cessent de travailler quand Kim est au monticule.

L'image la plus percutante sera probablement celle qui tapissait les quotidiens hier, où le releveur âgé de 22 ans, accroupi au monticule, tient sa tête entre ses mains. En deux rencontres, Kim aura cédé des circuits à Tino Martínez, Derek Jeter et Scott Brosius. Quand il a accordé le coup de quatre buts à Brosius, ses coéquipiers sont venus le consoler sur la butte.

Dans le vestiaire, assis devant son casier, Kim s'est exprimé par l'entremise d'un interprète. « Je suis déçu d'avoir cédé le point égalisateur pour mes coéquipiers et mon gérant », a dit Kim. Je veux remercier mon gérant de m'avoir donné une autre chance de lancer. »

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Toronto	7	4	1	1	39	32	16
Boston	5	3	3	2	29	26	15
Ottawa	6	6	1	0	43	36	13
Buffalo	5	6	1	1	32	34	12
Montréal	5	6	1	0	27	32	11

Section Atlantique

N.Y. Isl.	9	0	1	1	39	23	20
Philadelphie	6	3	3	0	40	28	15
New Jersey	6	3	0	1	32	29	13
N.Y. Rang.	6	6	1	0	31	42	13
Pittsburgh	5	6	1	1	28	36	12

Section Sud-Est

Caroline	6	6	0	2	36	41	14
Was.	5	6	1	0	29	31	11
Tampa Bay	4	6	1	0	24	26	9
Atlanta	3	5	1	2	26	37	9
Floride	3	7	2	1	27	38	9

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

Section Centrale							
Detroit	2	0	0	46	32	22	
Chicago	8	3	3	0	46	35	19
St. Louis	6	3	3	0	35	29	15
Nashville	7	2	0	33	39	10	
Columbus	1	8	4	0	22	42	6

Section Nord-Ouest

Calgary	9	2	0	2	37	26	20
Edmonton	9	4	1	0	44	32	19
Colorado	7	6	0	0	33	29	14
Minnesota	4	3	3	1	33	36	12
Vancouver	5	8	1	0	41	41	11

Section Pacifique

San Jose	6	3	3	1	35	33	16
Phoenix	5	4	2	1	26	30	13
Dallas	4	4	2	3	31	35	13
Anaheim	4	7	1	0	25	35	9
Los Angeles	3	8	1	2	34	39	9

Hier

Tampa Bay à Buffalo
Phoenix à Washington
N.Y. Rangers en Caroline
N.Y. Islanders à Detroit
Colorado au Minnesota
Nashville à Dallas
Columbus à Edmonton
Chicago à Anaheim

Aujourd'hui

Boston au New Jersey, 13h
Atlanta à Los Angeles, 16h
Colorado à Toronto, 19h
Buffalo à Ottawa, 19h
N.Y. Islanders à Philadelphie, 19h
Montréal à Calgary, 19h
Tampa Bay à Pittsburgh, 19h30
N.Y. Rangers en Floride, 19h30
Washington à St. Louis, 20h00
Dallas à Nashville, 20h00
Vancouver à San Jose, 22h00

Dimanche

Phoenix en Caroline, 13h30
Edmonton au Minnesota, 14h00
Detroit à Chicago, 20h00
Atlanta à Anaheim, 20h00

Mardi

Edmonton à Boston, 19h
Tampa Bay à N.Y. Islanders, 19h
Minnesota à N.Y. Rangers, 19h
Pittsburgh en Caroline, 19h
Vancouver à Columbus, 19h
Washington à Toronto, 19h
Colorado à Montréal, 19h
Philadelphie à Chicago, 20h30
San Jose à St. Louis, 20h30

BASEBALL

SÉRIE MONDIALE

Jeu de

N.Y. Yankees 3, Arizona 2
(Les Yankees mène la série 3-2)

Samedi

N.Y. Yankees (Pettitte 2-2) en Arizona (Johnson 3-1), 19h30

Dimanche

N.Y. Yankees en Arizona, 19h30 (si nécessaire)
--

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

	G	P	N	DP	PP	PC	PTS
x-Winnipeg	14	3	0	0	494	361	28
Hamilton	10	6	0	0	397	376	20
x-Montréal	9	8	0	0	428	387	18
Toronto	7	10	0	1	412	424	13

Section Ouest

Edmonton	8	9	0	1	407	437	17
Calgary	7	10	0	1	456	461	15
C-B	7	9	0	0	383	391	14
Saskatchewan	5	12	0	0	266	406	10

Hier

Calgary à Winnipeg

Aujourd'hui

Toronto à Hamilton, 15h (CBC)
Saskatchewan en C.B., 22h30 (TSN)

Dimanche

Montréal à Edmonton, 15h30 (RDS)



On vous ouvre les portes de notre école !

École primaire Fernand-Seguin

Orientation scientifique
pour enfants doués

10050, avenue Durham
Montréal
(514) 596-5200
www.csdm.qc.ca/fseguin

Portes ouvertes :
8 novembre 2001, de 10 h à 12 h

Soirée d'information :
8 novembre 2001, à 19 h 30



Commission
scolaire
de Montréal

Rédacteurs professionnels

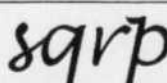
Vous voulez faire reconnaître votre compétence?

Inscrivez-vous à l'examen d'agrément annuel de la Société québécoise de la rédaction professionnelle qui se tiendra le 16 février 2002 (en français et en anglais).

Expédiez votre dossier (curriculum vitae, attestations d'employeurs ou de clients, copie de diplômes, exemples de travaux) et un chèque de 35 \$ au plus tard le 21 décembre à la SQR, 4272, rue Drolet, Montréal (Québec) H2W 2L6.

Pour plus renseignements :
info@sqrp.org ou www.sqrp.org

La SQR est membre de l'Insecm, société internationale qui regroupe les associations nationales de la profession.



Société québécoise de
la rédaction professionnelle

3 9 1 3
BLEU
NUIT

SOLDE

DU 3 AU 17 NOVEMBRE INCLUSIVEMENT

25%

sur toutes les nappes

Arthur Quentin

ARTHUR QUENTIN 3960 RUE ST-DENIS MONTRÉAL TEL. 843.7513
BLEU NUIT 3913 RUE ST-DENIS MONTRÉAL TEL. 843.5702

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

HOCKEY

SUITE DE LA PAGE 1

La masse salariale combinée de toutes les équipes canadiennes a été d'environ 182 millions \$US l'an dernier. La dégringolade du huard cette semaine leur a coûté près de deux millions au total.

«Les politiques économiques d'Ottawa sont en train de tuer le dollar», dit Patrick LaForge. Selon lui, la récente politique monétaire de la Banque du Canada, qui a décidé de baisser les taux d'intérêt, a eu un effet catastrophique sur la valeur du dollar... et sur celle des équipes canadiennes. «C'est honteux, choquant et stupide», dit-il. *Bientôt, notre piastre ne vaudra plus que 50 ¢!*

Faux, estime Daniel Racette, professeur d'économie aux HEC, à Montréal. «Le taux de change n'est que le reflet de la faible productivité des entreprises canadiennes par rapport à leurs concurrentes américaines», dit-il. M. LaForge devrait plutôt blâmer les dirigeants des compagnies canadiennes. «Quant aux récentes baisses des taux d'intérêt, M. Racette est d'avis qu'elles étaient nécessaires pour relancer l'économie. «Doit-on aller en récession pour faire plaisir aux équipes de hockey?»

Pour se protéger, la plupart des équipes canadiennes ont adopté depuis quelques années des stratégies de protection contre les fluctuations du taux de change, du *hedging*, comme on dit dans le jargon. Ainsi, tous les ans, les Maple Leafs de Toronto acquièrent des contrats à terme (Forwards) sur le marché des changes. Ces contrats leur permettent d'acheter, à un taux fixé d'avance, des dollars américains qui leur seront livrés plus tard, lorsqu'ils auront à déboursier pour les salaires des joueurs. «On achète plusieurs Forwards par année dont les dates de livraison coïncident avec nos débours en dollars américains», explique le vice-président aux finances de l'équipe, Ian Clarke.

Même façon de faire pour le Canadien de Montréal. Chaque année, en juin, les financiers de l'équipe préparent leur budget et tentent d'estimer les dépenses futures qui devront être faites en dollars américains. Ces dépenses comprennent les salaires des joueurs, les bonis de signature et les frais de déplacement à travers les États-Unis. Une fois le montant établi, le Canadien achète ensuite des contrats à terme qui, bien souvent, viennent à échéance le 15 et le 30 de chaque mois pendant la saison, soit les dates prévues du versement des salaires des joueurs. «On tente également d'anticiper le taux de change futur pour déterminer le prix des billets», explique le vice-président aux finances du Canadien, Fred Steer. En effet, le prix des billets est fixé en début de saison, mais le taux de change peut varier considérablement en cours d'année. Si le Canadien anticipe une dévaluation de la devise, on peut donc s'attendre à ce que l'augmentation du prix des billets soit plus forte.

Mais c'est un jeu dangereux qui peut coûter cher. Et il faut souvent être devin pour prévoir plusieurs mois d'avance la direction que prendra le dollar. Par exemple, si le Canadien achète un contrat à terme d'un an de cinq millions à un taux de 65 ¢, c'est qu'il anticipe une dévaluation du dollar l'an prochain. Si le taux chute à 63 ¢ dans un an, le Canadien vient d'empocher un gain de 2 ¢. Mais si le taux remonte à 67 ¢, l'équipe vient de subir une perte équivalente. Sur cinq millions, ça fait tout de même 100 000 \$. «Depuis qu'on utilise ce genre de stratégie, on s'en sort gagnant», assure toutefois Fred Steer.

Selon Philippe Brunet, président de Gestion PJB, une firme spécialisée dans la gestion du risque de change, il existe d'autres instruments sur le marché des changes qui peuvent servir les intérêts des équipes canadiennes. Comme les options sur devises. Contrairement aux Forwards, les options donnent le choix, et non l'obligation, d'acheter ou de vendre des devises. «L'idéal est de marier les stratégies», dit-il. Les équipes devraient être un peu plus audacieuses dans leur gestion du risque de change. Mais pour Ian Clarke, des Maple Leafs, pas question d'embarquer dans le jeu des options. «On essaie de garder ça simple».

Il n'empêche qu'une devise faible favorise les exportateurs aux dépens des importateurs. Et qu'une équipe professionnelle est justement un importateur (de main-d'œuvre), au même titre qu'un importateur de lingerie fine qui aurait à payer ses achats en dollars américains. Seule différence: le taux de change joue mieux son rôle de régulateur dans le cas d'un marché international comme les vêtements que dans celui d'une équipe de hockey dont le marché est essentiellement local. Conséquences: le marchand de bobettes peut ajuster ses prix selon les fluctuations du taux de change alors que les équipes de hockey sont limitées dans leur augmentation du prix des billets. Pour refléter entièrement l'effet du taux de change, un billet de hockey qui coûte 100 \$ aux États-Unis devrait se vendre environ 150 \$ au Canada. Ce qui n'est pas le cas.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9858. Contrat de vente 4012291 Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

PALMARÈS

«Plusieurs écoles sélectionnent leurs élèves et finissent par ne garder que les meilleurs. En somme, c'est plus facile de faire du bon vin si on a du bon raisin. [...] Déterminer un rang et le publier n'a rien d'éducatif. À la limite, on humilie les plus faibles.»

SUITE DE LA PAGE 1

de régions et de milieux socioéconomiques différents.

Le classement comprend donc des variables pour nuancer les résultats. Par exemple, un astérisque est placé à côté du nom des écoles qui comptent beaucoup d'élèves en difficulté. On tient également compte du revenu familial des parents et des efforts de l'école pour favoriser la performance scolaire.

Le résultat est peu concluant, selon Michel Janosz, directeur scientifique du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) à l'Université de Montréal. «Plusieurs écoles sélectionnent leurs élèves et finissent par ne garder que les meilleurs. En somme, c'est plus facile de faire du bon vin si on a du bon raisin. [...] Déterminer un rang et le publier n'a rien d'éducatif. À la limite, on humilie les plus faibles.»

Michel Janosz croit que le contrôle des chercheurs est limité et continue de jouer en faveur des écoles privées. «Entre 20 et 25 % des jeunes décrochent vers l'âge de 15 ans. Le bulletin fait comme si le secondaire I à III n'existait pas. Pourtant, c'est une donnée très importante.»

Enfin, le spécialiste souligne que l'idée selon laquelle on permet aux parents de choisir une école grâce à un classement est fautive. «Ça permet aux

parents de choisir entre envoyer leur enfant au privé ou l'envoyer au public, c'est tout. Tous ceux qui connaissent le fonctionnement de l'école publique savent très bien qu'on ne peut pas magasiner son école. Il n'existe pas de marché libre des écoles publiques et, dans plusieurs régions, ce classement est tout simplement farfelu.»

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) a immédiatement réagi à la publication du palmarès. «Nous déplorons et, personnellement, je dénonce publiquement le bulletin des écoles», a indiqué le président de la fédération, André Caron. «L'école publique a pour mandat de donner une éducation à tous les élèves du Québec sans distinction, peu importe leur talent ou le milieu d'où ils viennent.»

M. Caron croit que le palmarès offre une fausse image de la réalité. «Ça discrédite l'école publique et ça laisse croire que notre personnel est incompetent et qu'il ne se fait rien de bon dans nos écoles.» Il se demande par ailleurs si c'est par hasard que la publication du bulletin coïncide avec la période d'inscriptions des écoles privées pour la prochaine année scolaire.

Un peu plus tard, en après-midi, le ministre de l'Éducation, François Legault, a joint sa voix à celle de la FCSQ pour critiquer le classement de l'Institut économique de Montréal. «Oui à l'évaluation. Non au palma-

rès», a-t-il indiqué.

«On remarque beaucoup d'intérêt des parents pour avoir de l'information sur les écoles. Mais il ne faut pas mélanger besoin d'information avec besoin d'un palmarès», a expliqué François Legault. «[...] En faisant un classement qui comprend des écoles de milieux socioéconomiques différents, on compare des pommes avec des bananes.»

Selon le ministre, les plans de réussite préparés par les écoles secondaires depuis un an répondront aux demandes des parents. «C'est une approche plus complète, croit-il. Les plans contiennent plus d'information. Ils donnent les résultats des trois dernières années de chaque école, ils font une évaluation de ses forces et de ses faiblesses [...], et on n'arrête pas là. On voit les objectifs des trois prochaines années et les moyens d'y parvenir.»

Se défendant d'être réticent aux comparaisons, M. Legault a ajouté que les plans de réussite comparent les écoles de milieu socioéconomique semblable. Le ministre assure qu'il travaille présentement avec la FCSQ pour que tous les plans soient rendus publics au plus vite.

Le texte intégral du Bulletin des écoles secondaires du Québec 2001, le classement et les données pour chaque école peuvent être consultés au www.iedm.org et au www.fraserinstitute.ca. Le magazine L'actualité y consacre également son numéro du 15 novembre.

Une méthodologie qui ne fait pas l'unanimité

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Inondés de critiques à la suite de la première parution du palmarès des écoles secondaires du Québec l'an dernier, l'Institut économique de Montréal et l'Institut Fraser ont décidé de raffiner leur évaluation pour la rendre plus juste. L'opération est cependant loin de faire l'unanimité.

Dans cette étude, les chercheurs ont fait une évaluation sur une échelle de 0 à 10 de la performance académique de chacune des écoles. Cette cote est calculée à partir de six critères: le résultat aux examens du MEQ par les élèves de secondaire IV et V; le pourcentage d'examens échoués; l'écart entre les notes attribuées par l'école et celles du MEQ; l'écart entre les garçons et les filles aux épreuves de français de secondaire V (ou d'anglais pour les élèves anglophones); le même écart aux épreuves en sciences physiques en secondaire IV; et le taux de promotion de chaque école.

Voici le nom des cinq établissements qui se retrouvent au sommet du palmarès; seule la première est une école publique:

- École d'éducation internationale (Saint-Hubert);
- Collège Jean-de-Brébeuf (Montréal);
- Collège Saint-Hilaire (Mont-Saint-Hilaire);
- Collège Jean-Eudes (Montréal);
- Talmud Torahs Unis de Montréal (Montréal).

Voici le nom des cinq écoles qui ferment la marche. Il est à noter que ce sont toutes des écoles publiques qui comptent une forte proportion d'élèves handicapés, en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage:

- Phoenix Alternative School (Laval);
- Doorways High School (Montréal);
- Riverside Park Academy (LaSalle);
- Outreach High School (Westmount);
- Verdun Regional School (Verdun).

Voici enfin des écoles publiques qui font bonne figure au classement:

- École secondaire Saint-François-de-Xavier de La Prairie (6^e);
- École internationale de Montréal de Westmount (13^e);
- École d'éducation internationale de Laval (17^e);

- Collège Saint-Louis de Lachine (24^e);
- Royal West Academy de Montréal-Ouest (61^e).

Il faut cependant aller plus loin pour analyser le classement de façon juste, en lisant le bulletin d'évaluation de chaque école. Cette fiche sert à nuancer les résultats. Elles comprennent, entre autres, le pourcentage d'élèves en difficulté et qui ont accumulé des retards scolaires. On peut également y voir la cote de «valeur ajoutée».

La «valeur ajoutée» est un ajustement qui permet de relever ou d'abaisser la cote d'une école. Cette valeur n'est cependant pas calculée dans le classement, il faut que le lecteur fasse lui-même le croisement. «Il s'agit d'une estimation de la part de l'école dans la performance scolaire de ses élèves», résume le coauteur de l'étude, Richard Marceau.

L'école Marie-Anne de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), par exemple, obtient une cote de 4,5 pour l'année 2000 et se classe au 396^e rang du palmarès. En tenant compte de la valeur ajoutée, cette école pour rattrapeurs obtient une cote de 9,2 sur 10.

DANSEREAU

SUITE DE LA PAGE 1

C'est ainsi qu'on le retrouve à la terre de Baffin, en France, au Brésil et au Portugal avec ces chercheurs qui ont été ses amis et complices: un club de têtes blanches sympathiques, un réseau de réflexion dont on découvre l'énorme vitalité critique et intellectuelle au gré des retrouvailles, des souvenirs et des adieux. Et, curieusement, un réseau dont Pierre Dansereau se détache singulièrement par son optimisme à l'égard de cette relation trouble d'amour-destruction entre une planète et ses humains qui l'aménage, la pollue et... l'améliore, soutient-il.

Pierre Dansereau n'a pas commencé hier à bousculer les idées reçues. Deux traits de sa carrière l'illustrent bien. Alors que le concept darwinien de concurrence entre les espèces était considéré comme la clé de la survivance, Dansereau a insisté sur l'importance des phénomènes de coopération, qui expliquent à son avis tout autant, sinon davantage, le fonctionnement et la survie d'écosystèmes entiers. Il est aussi l'un des pionniers qui ont élargi l'écologie aux autres disciplines scientifiques et l'un des premiers à avoir appliqué les principes de l'écologie aux sociétés humaines. C'est d'ailleurs un concept qu'il a étudié et appliqué tout particulièrement au Brésil, où on pourrait dire qu'il a véritablement fait école. Davantage qu'au Québec.

D'ailleurs, si quelqu'un aujourd'hui veut avoir une vue exhaustive de l'œuvre de ce chercheur de renommée internationale, titulaire de 15 doctorats honorifiques, il devra lire un ouvrage de plus de 600 pages... en portugais, *Ecologia humana, ética e educação, a mensagem de Pierre Dansereau*, édité par

l'«Associação brasileira de pesquisa e ensino em ecologia e desenvolvimento» (APEDE) sous la direction de Paolo Freire Vieira et Mauricio Andrés Ribeiro.

C'est d'ailleurs sa vision globale des systèmes écologiques habités par les humains, où ils s'intègrent à la nature au lieu de s'y opposer dans une vision dichotomique, qui explique qu'on lui ait confié la première ou une des premières grandes études d'impacts environnementaux réalisées au Québec, soit celle qui a présidé au développement de l'aéroport de Mirabel dans les années 70.

Mais le film de Fernand Dansereau dépasse ce côté historique pour montrer les liens que tisse aujourd'hui Dansereau entre science et philosophie, entre les faits et le mystère jamais épuisé. Ce qui n'empêche pas le vieil écologiste de s'indigner et de s'inquiéter encore devant la pollution, la dévastation d'une plage qui abrite des espèces rares ou devant le pessimisme de la petite fille de son cousin cinéaste avec laquelle il discute de sa vision de l'avenir du monde, un échange filmé en décembre dernier au sommet du... World Trade Center, à New York.

Pierre Dansereau dit, en substance, trois choses dans ce film.

«Les véritables problèmes d'environnement, ce sont la pauvreté, l'ignorance, la pollution: ce sont des problèmes sociaux. Efficacité et compétition sont des concepts dont il faut se débarrasser» au profit d'une vision généreuse, ce qu'il avait appelé à l'époque «l'austrité joyeuse» qui devrait remplacer, à son avis, notre boulimie de consommateurs matérialistes.

Il ne cache pas son optimisme, qui suscite parfois l'incrédulité. Aux deux adolescentes qui l'accompagnent à New York et que révolte la richesse exhibi-

tionniste des New-Yorkais, il explique son attitude: «On est optimiste parce qu'on a besoin de croire. Si personne ne croit, si personne n'espère, rien n'arrivera. On va sombrer dans la médiocrité. On va se laisser faire. On ne prendra pas possession de notre propre vie.» On sent qu'il allait ajouter: et aussi de notre planète...

C'est cette tension de la pensée, de la solidarité entre espèces et entre humains, et aussi de la recherche scientifique — il définit le scientifique comme un «décodage» du mystère! — qui l'amène à dire que «l'homme peut faire mieux que la nature» parce qu'il peut accélérer le tempo de l'histoire et de l'évolution, qui repose souvent sur le hasard, et qu'il a raison de continuer à miser sur l'énorme vitalité des écosystèmes.

Ce qui heurte le plus Pierre Dansereau, c'est l'obscurantisme à l'origine des guerres de religion, qu'il qualifie «de plus grand scandale historique» parce que ces guerres sont la négation la plus claire de la pensée et de la solidarité. C'est la même attitude, ajoutée à l'ignorance, qui empêche aussi les humains de connaître et «de se solidariser avec les espèces».

Fernand Dansereau raconte que son cousin écologiste lui a un jour dit une chose qu'il aurait bien aimé capter sur la pellicule en guise de chute pour son film: «À ses yeux, un nouveau paradigme est en train de naître, aussi important que l'ont été la religion au Moyen Âge et la raison au siècle des Lumières. Il pense que l'humanité est actuellement au centre d'une recherche, d'une réévaluation des humains face à eux-mêmes et à l'environnement.» Pour Pierre Dansereau, ce paradigme devrait orienter la prochaine étape de l'histoire humaine.

CHÔMAGE

SUITE DE LA PAGE 1

Conference Board, un institut privé de conjoncture. Le PIB a reculé de 0,4 % au troisième trimestre en rythme annuel et pourrait se contracter de 1,5 % durant les trois derniers mois de l'année, selon ce conjoncturiste.

«L'économie américaine est en récession et il n'y aura pas de nette reprise avant le printemps», a dit Ken Golstein alors que «le chômage va continuer à monter et étouffer la consommation» qui engendre les deux tiers de l'activité économique.

Les dépenses des ménages ont chuté de 1,8 % en septembre, le plus fort recul depuis janvier 1987, une tendance néfaste qui va probablement persister alors que la confiance des consommateurs s'effondre. Elle a chuté de 11,5 points en octobre selon le baromètre du Conference Board et se trouve désormais à son niveau le plus bas depuis plus de sept ans.

Selon Bruce Steinberg, le principal économiste de la firme d'investissements Merrill Lynch, le chômage atteindra probablement 6 % en décembre et continuera son ascension en 2002 pour dépasser les 6,5 % au printemps. «Nous nous attendons à de fortes pertes d'emplois jusqu'au début de 2002», a-t-il dit.

Depuis mars dernier, les États-Unis ont perdu près de 900 000 emplois et devraient en perdre autant que durant la précédente récession en 1990-91 (1,8 million).

La plupart des pertes d'emplois sont intervenues après les attaques terroristes du 11 septembre, a noté Bruce Steinberg, avec 42 000 suppressions de postes de travail dans les compagnies aériennes et 46 000 dans l'hôtellerie. Mais, souligne Ken Golstein, «les événements du 11 septembre n'ont pas provoqué la récession, ils l'ont seulement accentuée».

Le cycle récessionniste a en fait débuté selon lui en août, «quand les vagues de licenciements dans Internet et les télécommunications ont commencé à freiner la consommation, dont la vigueur persistante avait jusque-là évité une contraction de l'activité». Le chômage avait alors fait un bond de 0,4 point. Selon M. Golstein, les attentats ont ajouté 0,1 ou 0,2 point de pourcentage au taux de chômage en octobre.

Cet impact limité est confirmé par le fait que les pertes d'emplois ont surtout été sévères en octobre dans le secteur manufacturier avec une hémorragie de 142 000. Ce secteur, qui est en récession depuis déjà plus d'un an, a vu ses effectifs fondre de plus d'un million sur cette période. L'indice du groupement national des directeurs d'achat du secteur manufacturier a plongé de 7,2 points en octobre sur septembre, accusant sa plus forte baisse depuis plus de 21 ans.

Déplorant la montée du chômage, le président George W. Bush a de nouveau pressé hier le Congrès de voter un plan de relance de l'économie. «J'exhorte le Sénat à travailler rapidement pour voter ce texte», a-t-il lancé. Ces mesures, jugées insuffisantes pour les salariés par les démocrates, consistent surtout en des réductions d'impôts d'un montant de 100 milliards de dollars.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE SOIR: Souper au son du Trio Jazz Gutenberg

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • ☎ Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.aira.com